

Jacques Solé

Révolutions et révolutionnaires en Europe

1789-1918



COLLECTION
FOLIO HISTOIRE

Jacques Solé

Révolutions
et révolutionnaires
en Europe

1789-1918

Gallimard

Cet ouvrage inédit est publié sous la direction
de Martine Allaire

© *Éditions Gallimard, 2008.*

Jacques Solé est professeur émérite d'histoire moderne
à l'université des sciences sociales de Grenoble.

*À la mémoire de
mon ami Pierre Broué,
en souvenir de Mai 68.*

Il n'existe en Europe qu'une seule affaire sérieuse
et cette affaire, c'est la révolution.

Klemens Wenzel VON METTERNICH,
« Lettre au comte Apponyi », 1832¹

Qu'est-ce donc que des révolutionnaires ?
Des gens qui haïssent l'ordre des choses présent,
le trouvent mauvais, et comptent poser les fonde-
ments d'un ordre futur qui sera meilleur...

Léon TOLSTOÏ,
« Lettre au tsar Alexandre III », mars 1881²

1. Cité in Jean Bérenger, *Histoire de l'empire des Habsbourg (1273-1918)*, Paris, Fayard, 1990, p. 554.

2. Cité in Iouri Trifonov, *Le Temps de l'impatience*, Paris, Robert Laffont, 1974, p. 445-446.

Introduction

C'est dans la France de 1789 que l'on peut dater et situer l'apparition du mot « révolution » dans son sens actuel — celui d'un changement politique violent, fondateur et mémorable — ainsi que celle du terme nouveau de « révolutionnaires » pour désigner ceux qui travaillent à promouvoir un tel bouleversement.

Le mot « révolution » a été employé, avant cette date, pour qualifier simplement tout changement politique violent. Jusqu'alors, la sacralisation de son usage n'a été observée que dans deux cas. En Angleterre, la Glorieuse Révolution de 1688 — la dernière qu'elle ait connue — est ainsi devenue tout à la fois un mythe fondateur et une référence institutionnelle, à la différence de la révolution puritaine antérieure (1640-1660) qui passe à la postérité sous le signe d'une « rébellion » et ne fonde pas un régime durable. Quant aux colons anglais d'Amérique du Nord, qui se séparent de Londres en 1776, ils confèrent également à leur mouvement un caractère religieux.

On s'en aperçoit lors des débats de Philadelphie qui créent, en 1787, l'actuelle Constitution américaine, référence sacrée s'il en est. Les Pères fonda-

teurs ont conscience que leur triomphe marque un tournant décisif de l'histoire. Ainsi, Washington le rattache, le 28 juin, à une volonté divine manifeste ; Luther Martin, délégué du Maryland, condamne, le 21 août, la traite négrière comme contraire aux principes de la Révolution américaine ; James Madison, inspirateur de la Convention de 1787, défend son œuvre, au début de l'année suivante, dans les articles du *Fédéraliste* où il célèbre les vertus d'une révolution novatrice qui a ouvert pour l'humanité un chemin inédit et bienheureux et, comme Washington, il relie ce résultat à la divine Providence, si visible à toutes les étapes de la Révolution américaine. Il ramène à ses principes la forme républicaine qu'elle a adoptée et explique les premiers par le génie politique du peuple américain. Dans le texte le plus révolutionnaire qu'il écrit alors, Madison justifie le coup d'État constituant auquel il vient de participer par les nécessités supérieures du salut public.

Malgré l'influence de la Révolution américaine en Europe, on n'y observe aucun équivalent de ce type avant 1789. La France de l'Ancien Régime n'intègre pas, dans sa culture politique, une perspective révolutionnaire. Celle-ci est également absente, au cours des années 1780, chez les patriotes hollandais, les réformateurs britanniques ou les agitateurs irlandais et suisses. En revanche, à partir de 1789, l'obsession révolutionnaire, qu'on la partage ou qu'on la dénigre, devient une caractéristique déterminante de la civilisation européenne. Le terme même de « révolution » se vulgarise et est employé à tout propos, signe d'un changement culturel et du caractère irrationnel pris par cette notion aux vertus incantatoires et mythiques.

Il importe, pour prendre une mesure exacte du phénomène, d'opérer une distinction parmi les di-

verses réalités auxquelles il correspond. On doit se méfier des transfigurations rétrospectives qui métamorphosent, par exemple, une suite d'événements complexes, étalés sur une décennie, en un seul « bloc » d'une pureté intangible, ou des discours de justification révolutionnaire qui voient, de même, dans ce moment fondateur l'aboutissement d'un processus séculaire. Entre les années 1820 et 1840, les philosophies de l'histoire propres à la bourgeoisie libérale ou au socialisme marxiste ont abusé de cette conception qui noie la rupture politique dans la continuité ou la discontinuité sociale.

Une étude objective des phénomènes révolutionnaires doit donc prendre en compte la diversité de leurs caractères : la violence peut n'y être qu'indirecte et la refondation escomptée plus ou moins totale ou durable. Le souvenir lui-même de ces changements brutaux est souvent soumis aux aléas de la mémoire historique. Il est possible, pour s'y retrouver, de distinguer trois types de révolution en Europe entre 1789 et 1918.

Le premier concerne des changements fondamentaux, plus ou moins violents et mémorables, qui n'ont pas été accomplis par des révolutionnaires patentés ou convaincus. Il se subdivise selon deux cas de figure. Ou bien il s'agit d'un mouvement spontané et sans direction précise d'une partie de la population, qui entraîne le bouleversement. Ou bien ce sont des dirigeants de nature « traditionnelle » qui s'appliquent, pour des raisons et selon des modalités qui leur sont propres, à réaliser une opération « révolutionnaire ».

Les deux autres types se rattachent à des entreprises désirées par des révolutionnaires authentiques. Il convient de discerner, parmi elles, celles qui ont échoué et celles qui ont réussi. Les premiè-

res, quels qu'aient été la détermination et l'engagement de leurs auteurs, méritent à peine le titre de « révolution » puisqu'elles se sont soldées par un échec. Elles sont toutefois riches d'enseignements sur les révolutionnaires sans révolution qui ont vainement essayé de les mener à bien. Le dernier type de révolution est le fait de révolutionnaires qui ont mené leur projet à terme.

Cette typologie constitue le fil directeur du présent ouvrage : d'abord la présentation de la diversité des révolutions sans révolutionnaires, puis l'analyse des causes de l'échec des révolutionnaires sans révolution, et enfin l'étude de leurs victoires, qui pourraient s'apparenter aux « coups d'État » chers à Machiavel et à ses continuateurs aux XVI^e et XVII^e siècles. Après tout, la Glorieuse Révolution n'en fut-elle pas un ? Les méthodes froides et réalistes des initiateurs, « non révolutionnaires », de bouleversements capitaux ont, par ailleurs, amené les contemporains à imaginer, à l'origine de toutes les réussites révolutionnaires, des complots savamment menés. C'est oublier l'enseignement de Tocqueville sur la notion de rencontre entre causes profondes et événements fortuits pour expliquer les révolutions, ou bien la formule léniniste relative à l'action conjuguée du mécontentement des masses et de l'impuissance des gouvernants. Le destin malheureux des révolutionnaires sans révolution provient, il est probable, de l'absence d'une telle conjoncture.

Les révolutions européennes du XIX^e siècle possèdent un cadre géographique très étendu. Elles ne se limitent pas aux grands États ou aux nations « importantes ». Presque toutes les régions du continent, du Portugal à la Roumanie et de l'Irlande à la Grèce, en ont connu. Adopter une perspective comparée pour les étudier permet de présenter l'Europe

dans toute sa diversité historique, à sa belle époque « révolutionnaire », au moment où l'Amérique latine connaît de semblables bouleversements. L'Asie, atteinte par l'Occident conquérant, commence à la fin de la période à entrer à son tour dans un cycle révolutionnaire. Le destin ultérieur de cette mondialisation du phénomène au xx^e siècle sera évoqué en conclusion.

Au xix^e siècle, les motivations des révolutions européennes sont surtout politiques et n'ont qu'indirectement des conséquences ou des caractéristiques sociales. Une des grandes faiblesses du marxisme a consisté à l'ignorer et à faire du phénomène révolutionnaire le lieu de passage imaginaire entre deux modes de production. Outre leur spécificité politique, les révolutions européennes du xix^e siècle sont, dans la plus grande partie du continent, en premier lieu nationales. On s'en aperçoit si, ne limitant pas l'enquête aux grandes nations occidentales, on l'étend aux différents peuples européens dont l'histoire présente autant d'intérêt que celle des premières¹.

1. Bronislaw Baczko, *Politiques de la Révolution française*, Paris, Gallimard, 2008, p. 43-71 ; Jean Baechler, *Les Phénomènes révolutionnaires* (1970), Paris, réédition La Table ronde, 2006 ; Christophe Boutin et Frédéric Rouvillois (dir.), *Le Coup d'État. Recours à la force ou dernier mot du politique ?*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2007 ; Christophe Charle, *Les Intellectuels en Europe au xix^e siècle. Essai d'histoire comparée* (1996), Paris, réédition Éditions du Seuil, 2001 ; *Notes of Debates in the Federal Convention of 1787 reported by James Madison*, New York, W. W. Norton, 1987, p. 209-210, 502 ; Alain Rey, « Révolution ». *Histoire d'un mot*, Paris, Gallimard, 1989 ; *The Federalist Papers*, New York, The New American Library, 1961, p. 104-105, 230-231, 298-299, 344-345.

PREMIÈRE PARTIE

*Révolutions
sans révolutionnaires*

CHAPITRE PREMIER

Quatre surprises parisiennes

Juillet 1789

Les ouvriers du faubourg Saint-Antoine qui, le 14 juillet, dans l'après-midi, s'emparent de la Bastille, prison d'État presque vide, arsenal rempli d'armes et forteresse jugée à tort imprenable, n'obéissent à aucun projet révolutionnaire et ne sont manipulés par personne. Seuls leurs besoins et leurs passions expliquent cette initiative.

L'exacerbation de leurs passions résulte d'une crise politique qui atteint alors son apogée. La réunion des États généraux à Versailles le 5 mai a soulevé beaucoup d'espérances entretenues depuis plus d'un an par une agitation persistante. Lorsque Paris apprend le 12 juillet le renvoi de Necker, ministre immensément populaire, l'opinion est persuadée à juste titre que cette crise connaît un tournant décisif.

Louis XVI avait convoqué une assemblée où le nombre des non-privilégiés était doublé sans toutefois trancher la question du vote par tête. L'incapacité des députés à la régler exaspère le public et amène le roi à leur adresser le 29 mai un rappel à l'ordre. Mais son gouvernement peine à proposer une véritable orientation à la nation. Les représen-

tants du tiers état s'engouffrent dans cette brèche et, à l'invitation de Sieyès, se proclament, le 10 juin, en droit de sommer les autres députés de se joindre à eux.

La majorité de l'opinion politisée à Versailles ou Paris soutient ce mouvement, célébré par les orateurs des jardins du Palais-Royal. On s'y arrache journaux ou pamphlets hostiles aux privilégiés et on s'inquiète d'une éventuelle réaction du pouvoir, rendue inévitable par la prétention exprimée par la nouvelle Assemblée le 17 de s'attribuer la souveraineté. Face à cette situation inacceptable pour lui, le roi est déchiré entre la cour aristocratique qui l'entoure, regroupée autour de son cadet le comte d'Artois et de la reine Marie-Antoinette, partisane de la répression, et les conseils plus modérés de Necker, revenu aux affaires l'été précédent.

Celui-ci suggère au roi, pour résoudre la crise, d'organiser une « Séance royale » où il proposerait des concessions. Le principe en est adopté mais le discours, bien que préparé par Necker, est finalement modifié dans le sens de la rigueur. La Séance est annoncée aux trois ordres le 20 et fixée d'abord pour le 22. Le clergé a voté sa réunion au Tiers le 19 et, comme le 22 les salles de réunion sont fermées par la troupe, on croit à l'annonce d'une dissolution.

Une foule indignée appuie l'Assemblée qui, réunie dans un local de fortune, jure de ne pas se séparer avant d'avoir assuré la régénération du pays. Le 22, tandis que le Tiers accueille la majorité du clergé et trois nobles dauphinois, on apprend que la Séance royale est repoussée au lendemain. Louis XVI y annule les décisions du 17 et, en l'absence de Necker, démissionnaire, présente enfin son programme aux députés. Il mêle des concessions (sur le contrôle

de la fiscalité, les libertés, la représentation) et le refus catégorique d'une nouvelle société qui ne serait pas divisée en ordres. Exhortés à discuter ensemble les problèmes d'intérêt commun, les députés se voient garantir leurs privilèges. Ils sont appelés à siéger désormais en dehors de la présence du public et menacés par le roi de le voir assurer le salut du pays sans eux, s'ils refusent de coopérer avec lui. Dans l'immédiat, il leur demande de reprendre le lendemain leurs débats de façon séparée.

Le Tiers et le clergé s'y refusent, réaffirmant toutes leurs résolutions précédentes et se déclarant inviolables. Louis XVI ne réagit pas car il est surtout préoccupé par la menace de démission de Necker, qui a vivement affecté l'opinion parisienne. À Versailles, où on acclame le ministre qui accepte de revenir sur sa démission, les opposants à la cause patriote sont pris à partie. Dans les jours qui suivent, outre la majorité du clergé, une forte minorité de la noblesse rejoint le Tiers jusqu'à ce que le roi, le 27, demande à l'ensemble des privilégiés de les imiter.

Le recul du pouvoir n'est qu'apparent. Les partisans de la résistance à l'Assemblée n'ont pas désarmé et, dès le 26, le gouvernement a fait revenir quatre régiments des frontières. Louis XVI charge le maréchal de Broglie du commandement suprême et le rassemblement des troupes est renforcé à partir du 1^{er} juillet. Elles sont portées à plus de vingt mille hommes en moins d'une semaine. On y compte beaucoup de soldats étrangers. L'Assemblée, qui s'est proclamée constituante le 7, demande leur retrait le 8. Le roi les dit indispensables au maintien de l'ordre, troublé en effet par une grave agitation économique et sociale qui double la crise politique.

Il s'agit, en fait, pour le groupe d'intransigeants qui influence de plus en plus Louis XVI, de poursuivre

une manœuvre d'intimidation. Dans le droit-fil des précédents de la Fronde, ils veulent faire peur à Paris et contraindre les députés à admettre l'annulation des concessions accordées par le roi depuis la mi-juin. Comme il est d'usage, un certain nombre d'arrestations ou d'assignations à résidence dirigées contre les principaux meneurs du mouvement suivraient. Le comte d'Artois et Marie-Antoinette obtiennent, le 11 juillet, un changement de gouvernement qui va leur permettre, pensent-ils, d'appliquer ce programme. Necker est renvoyé et le nouveau ministère est dominé par de Broglie et Breteuil, connu pour ses tendances autoritaires.

L'opinion parisienne est persuadée, devant les mouvements de troupes, qu'un coup d'État monarchique se prépare contre les patriotes et l'Assemblée. L'annonce du renvoi de Necker, diffusée le 12, confirme ses inquiétudes. Or la masse de la population éprouve, depuis déjà deux ou trois ans, des difficultés d'existence qui la rendent particulièrement susceptible de céder à une panique collective. Cette crise économique et sociale explique en premier lieu l'intervention violente des classes populaires de Paris dans la bataille politique. Une crise de subsistance, due à une série de mauvaises récoltes, développe dans tout le royaume pénurie et cherté. Elle entraîne un marasme des affaires, propice à la généralisation du chômage et à la baisse du niveau de vie ouvrier.

Deux mois et demi seulement avant la prise de la Bastille, dans le même quartier, des milliers d'émeutiers ont détruit une manufacture de papier peint dont le propriétaire était accusé à tort d'avoir proposé, dans une réunion préparant la désignation des députés aux États généraux, la réduction des salaires. Outre l'agitation politique, Paris, comme

toute la France, connaît au printemps 1789 de graves troubles sociaux. Selon les mécanismes mentaux traditionnels d'Ancien Régime, le peuple attribue aux riches et aux puissants la volonté d'affamer les misérables par un complot et l'associe à celui que dirigent les « aristocrates » contre la volonté de régénération nationale.

L'élite, qui anime la vie politique, demeure étrangère à ces soucis populaires. Elle se méfie de la canaille, comme l'a écrit encore Sieyès au début de l'année. Les prolétaires et les misérables ont très peu participé aux opérations électorales de l'hiver et du printemps pour désigner les députés aux États généraux. Ceux-ci, au sein du tiers état, ont été exclusivement choisis parmi la bourgeoisie d'affaires et surtout d'offices. Elle en a souvent délibéré alors que dans la rue les classes populaires, peu soucieuses de ce jeu politique, manifestaient contre la vie chère et la famine. À Marseille, le 23 mars, devant l'incapacité des autorités à contenir les émeutes de subsistance, les membres de l'assemblée électorale se sont emparés du pouvoir municipal et ont établi une garde patriotique confiée aux propriétaires.

Paris a longtemps semblé échapper à cette situation. Les troubles d'avril, au faubourg Saint-Antoine, ont été réprimés de façon sanglante par les forces du maintien de l'ordre qui dispersent l'émeute après deux heures de tumulte, causant vingt-cinq morts et autant de blessés. Cet incident, qui pèse sur l'ouverture des États généraux, prouve la fragilité du tissu social parisien au moment où se multiplient les difficultés de ravitaillement. Elles provoquent, pendant tout le mois de mai, des émeutes de marché au nord de la ville. Ces troubles amèneront les députés du clergé à se rallier à ceux du Tiers. Au début de juillet, de semblables mouvements éclatent à Lyon

et posent problème à l'Assemblée partagée, comme toute l'élite du royaume, entre libéralisme économique et crainte d'une action populaire soucieuse d'interventionnisme.

Les animateurs de la lutte du Tiers sont attachés tout autant à la défense des propriétés qu'à la revendication des libertés. À Paris, les notables qui ont élu les députés du Tiers décident le 6 juillet de former une milice bourgeoise comme à Marseille. C'est au milieu de ces inquiétudes multiples (le pain, le 14 juillet 1789, n'a jamais été aussi cher depuis vingt ans) qu'éclate la provocation due à la coterie monarchique. Elle fait l'unanimité, contre elle, des partisans de l'Assemblée et des classes populaires qui l'assimilent, en tant que source de leurs maux, à un ennemi. Pendant que l'on oblige les théâtres à fermer en signe de deuil, un semblant d'action militaire aux Tuileries pousse l'ensemble de la population à s'armer pour se défendre. Et, dans la nuit du 12 au 13, comme à Lyon, les barrières douanières entourant la ville sont détruites par ces contribuables en colère que sont d'abord les révoltés de 1789.

Le 13 se passe à la recherche fiévreuse des armes et, accessoirement, des réserves de grain, comme à l'abbaye de Saint-Lazare qui est mise à sac. Les notables sont beaucoup moins enthousiastes qu'alarmés par ces développements. Dans la soirée, ils commencent à faire patrouiller leur milice bourgeoise qui, évidemment, ne peut rien contre la fureur populaire. Au matin du 14, la foule se rend aux Invalides d'où elle ramène des armes à l'Hôtel de Ville. Le principal arsenal parisien est situé tout près de là, à la Bastille. On y court et, face à cette irruption, la faible garnison pour se défendre tue d'abord une centaine de personnes. L'assaut victorieux est donné par les déserteurs des gardes françaises

mêlés à la foule en raison de la décomposition de ce régiment, intervenue depuis plusieurs semaines, au fil de la crise politique et sociale. Le fait est grave car il s'agit d'un élément essentiel du maintien de l'ordre à Paris, comme ce fut le cas en avril. Or, le 24 juin, au lendemain de la Séance royale, deux compagnies, gagnées par les patriotes, ont décidé de faire grève. Certains des meneurs sont arrêtés mais dix d'entre eux sont libérés le 30 et portés en triomphe au Palais-Royal.

La conjonction accidentelle de consommateurs angoissés et de mutins déterminés décide le gouverneur de la Bastille à se rendre. Par un de ces rites chers aux émeutes populaires, il sera massacré sauvagement par le cortège des triomphateurs et le principal magistrat de la ville connaîtra bientôt le même sort. On comprend que les députés apeurés aient à nouveau supplié le roi, le lendemain à Versailles, de donner l'ordre de disperser les troupes massées par lui autour de Paris. Il y consent finalement sous des bravos qui cachent mal son échec politique. Pendant plusieurs semaines fiévreuses, il s'est vainement efforcé de s'opposer, sous la pression de son entourage, au mouvement de transformation nationale symbolisé par l'Assemblée et soutenu par la majorité de l'opinion.

L'explosion inattendue d'un Paris en colère a eu raison de la volonté royale et sauvé les patriotes. Louis XVI avait eu l'intention de préserver, en dépit de résistances nouvelles, l'ordre ancien par la force mais, devant la situation inédite créée par la prise de la Bastille et ses suites, de Broglie l'informe que le moral et l'état de ses troupes ne sont pas assez sûrs pour envisager une riposte décisive. Le roi voit ainsi s'écrouler les bases traditionnelles de son autorité et, décidé à rester plutôt que de gagner la frontière

(comme il le tentera deux ans plus tard), il se condamne à accepter toutes les dispositions qui diminuent et limitent son pouvoir depuis la mi-juin. Ce n'est pas une action organisée mais l'intervention inopinée d'une gigantesque émeute populaire qui a créé ce résultat.

Les révolutionnaires ont naturellement la conviction d'avoir sauvé la liberté. Louis XVI vient leur confirmer sa capitulation le 17 à l'Hôtel de Ville où, devant les nouvelles autorités (et notamment La Fayette, commandant la Garde nationale), il n'est acclamé que lorsqu'il met à son chapeau la cocarde aux deux couleurs parisiennes. Comme le ravitaillement demeure incertain, la violence va persister, assimilant toujours ennemis des patriotes et auteurs d'un complot de famine. L'intendant Bertier de Sauvigny et son beau-frère seront ainsi massacrés le 22.

Comme à Paris, dans la plupart des grandes villes, où les autorités étaient l'objet de pressions, amplifiées avec le départ de Necker, des comités révolutionnaires prennent le pouvoir. Des scènes d'émeute accompagnent souvent ce changement, promesse, pense-t-on, d'un pain moins cher et d'une baisse des impôts. Toutefois cette « révolution municipale » cherche surtout, ainsi qu'à Paris, à maintenir l'ordre. Préoccupée du ravitaillement et soucieuse de soutenir l'Assemblée, elle est principalement dirigée par des notables locaux appuyés par tous les propriétaires qui craignent l'anarchie et dont les milices collaborent avec les anciens privilégiés.

Dans les campagnes, où les troubles n'ont fait que croître depuis le printemps, une population anxieuse et affamée a tourné tous ses espoirs vers les États généraux. Elle considère la victoire de Paris sur le roi comme un signal d'action. La crise politi-

que a multiplié en son sein les rumeurs de complots aristocratiques. Cette méfiance, jointe aux difficultés d'approvisionnement, à l'insécurité et à l'approche de la moisson, déclenche, au lendemain du 14 juillet, la fameuse Grande Peur qui traduit surtout l'agitation antiseigneuriale. L'ordre sera souvent restauré par les nouveaux pouvoirs citadins mais l'Assemblée, affolée par la généralisation des émeutes, devra trouver un compromis pour apaiser les paysans tout en garantissant les propriétés¹.

Juillet 1830

Le lundi 26, Paris apprend le contenu des quatre ordonnances de Saint-Cloud, signées la veille par Charles X, roi depuis 1824, ancien comte d'Artois, aussi réactionnaire à soixante-dix ans qu'à trente. Malgré la montée dans l'opinion des tendances libérales, il reste opposé à l'idée que son gouvernement puisse émaner de la majorité dégagée lors des élections à la Chambre des députés. Fort de cette conception de la charte constitutionnelle de 1814, qui plaît aux milieux « ultras », maîtres du pays au cours de la plus grande partie des années 1820 mais aujourd'hui minoritaires, il a appelé aux affaires l'été précédent son vieux complice de l'émigration, le

1. Jean-Pierre et Isabelle Brancourt, « Le 14 juillet 1789 : spontanéité avec préméditation », in Renaud Escande (dir.), *Le Livre noir de la Révolution française*, Paris, Éditions du Cerf, 2008, p. 21-51 ; William Doyle, *The Oxford History of the French Revolution*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 86-118 ; Jacques Godechot, *La Prise de la Bastille. 14 juillet 1789*, Paris, Gallimard, 1965 ; Jean-Clément Martin, *Violence et Révolution. Essai sur la naissance d'un mythe national*, Paris, Éditions du Seuil, 2006, p. 60-72 ; Jean Nicolas, *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)*, Paris, Éditions du Seuil, 2002.

prince de Polignac, dont l'image est associée aux souvenirs de la chouannerie et de 1815. Comme en juillet 1789, la nomination de ce ministère constitue une provocation.

Le choc entre les députés et le roi se produit au printemps 1830. Face à la volonté de Charles X de soumettre la Chambre, celle-ci vote, par 221 voix contre 188, une adresse rappelant la nécessité d'une collaboration entre sa majorité et le pouvoir. En réponse, le 15 mai, le roi prononce sa dissolution. Les élections ont lieu à la fin de juin et au début de juillet ; malgré les pressions gouvernementales en faveur des candidats officiels et l'exploitation à des fins nationalistes de l'expédition contemporaine à Alger, les 221 reviennent 274. Ce succès est dû à l'organisation du « parti » libéral, incarné par un nouveau journal, *Le National*, qui est doté d'une rédaction brillante. Des notables décident une grève de l'impôt et prônent un changement politique que symbolise la figure du duc d'Orléans, membre de la famille royale mais ancien révolutionnaire de 1792. Ils sont encouragés par une grande partie de l'élite bourgeoise et même aristocratique.

Charles X, prisonnier de sa lecture obsessionnelle des événements de 1789, demeure, comme son entourage, hostile à des concessions qui, selon lui, ont conduit son frère Louis XVI à sa perte. Placé dans une situation de crise, il s'obstine en signant des ordonnances qui dissolvent à nouveau la Chambre et convoquent des élections en septembre. Pour qu'elles aient, cette fois, le résultat escompté, les conditions de vote sont modifiées. La liberté de la presse est, d'autre part, supprimée puisque les journaux, considérés comme la source du mal, sont suspendus, pour paraître, à une autorisation préalable.

Les libéraux se gardent bien de déclencher une riposte révolutionnaire à pareille provocation et ne prévoient qu'une résistance légale et limitée. On songe à refuser de payer l'impôt et à se lancer dans une longue bataille de procédure avec le gouvernement. Mais personne, dans ce camp, n'envisage un affrontement en sa faveur entre les classes populaires et l'armée. Beaucoup de libéraux craignent même l'utilisation par les ultras du mécontentement socio-économique du peuple contre la Chambre. Des journalistes du *National* et du *Globe* (autre grand organe de presse libéral fondé en 1824) rédigent seulement, à l'initiative de Thiers, le 27, une protestation contre « des ministres criminels » qui « ont violé la liberté ». C'est un simple appel à la désobéissance civique. Il entraîne la saisie par la police des presses des quatre journaux parus sans autorisation et des heurts dans le quartier du Palais-Royal entre la troupe et des groupes d'étudiants et d'ouvriers imprimeurs encouragés par leurs patrons.

La répression est immédiate et la position des libéraux compromise. On juge leur situation dangereuse tant un soulèvement paraît voué à l'échec. Seules en rêvent des associations d'étudiants républicains qui espèrent de nouveau, depuis le début de l'année, une insurrection. Ils se rappellent les manifestations parisiennes de novembre 1827 à l'occasion de la défaite électorale des ultras. Elles ont tourné à l'émeute au cours de laquelle des barricades se sont élevées rue Saint-Denis pour la première fois depuis la Fronde. Le jeune Auguste Blanqui, qui a participé au mouvement, est en juillet 1830 sténographe au *Globe*. Il harangue dans l'après-midi du 27 des groupes populaires près des Tuileries, va récupérer son fusil caché chez un ami faubourg Saint-Marceau, exhorte ses voisins étudiants

à la prise d'armes et propose curieusement aux col-laborateurs du *Globe* de se constituer en comité in-surrectionnel. Il rédige aussi une proclamation qui, à la différence de celle qu'a inspirée Thiers, ne sera évidemment pas diffusée. C'est un appel aux armes décrivant une organisation militaire de la résistance qui n'existe que dans son cerveau. Mais Blanqui évoque bien les barricades qui vont surgir et les armes que l'on va rechercher fiévreusement.

Pour l'heure, si les incidents sanglants se multi- plient dans la soirée, le maréchal Marmont, qui a abandonné Napoléon en 1814 et vient d'être nommé commandant militaire de Paris, demeure serein. Il est sûr, avec douze mille hommes (le meilleur de l'armée est à Alger), de pouvoir tenir la capitale. Comme l'a rappelé Francis Démier, tout bascule pourtant dans la nuit du 27 au 28. Étudiants et ouvriers républicains, qui ont déjà commencé à dresser des barricades dans l'après-midi du 27, bri-sent les réverbères et plongent Paris, mis en état de siège par le gouvernement, dans l'obscurité. Les ar-mureries sont pillées et, au matin, de nombreuses barricades s'élèvent dans le centre et l'est de la ville. Des manifestations virulentes parcourent les rues pour défendre la Charte contre la royauté. Blanqui, rapportant ces événements aux rédacteurs du *Globe*, qui s'effraient devant une telle effervescence, leur demande en vain de se rallier comme lui au drapeau tricolore.

Celui-ci flotte déjà sur un Hôtel de Ville envahi et sur Notre-Dame. Marmont, peu rassuré sur le sort des détachements qu'il a dispersés dans la ville et sans ordres du roi, lance trois colonnes, à partir des Tuileries, pour encercler les quartiers populaires de l'Est et faire converger les troupes sur l'Hôtel de Ville. Elles n'y parviendront pas malgré des com-

bats acharnés. Mal ravitaillées et manquant de munitions, elles se heurtent, dans une chaleur accablante, à l'efficacité et au feu des barricades qui les empêchent de manœuvrer et transforment la guerre de rues en une série de pièges redoutables. Au soir, les soldats de Marmont (qui perd dans l'affaire 2 500 hommes, soit à peu près le même nombre de victimes que chez les insurgés) se replient sur les Tuileries tandis que certains d'entre eux commencent à fraterniser avec le peuple. La majorité parlementaire, très inquiète, vote un texte de Guizot qui se borne à demander au roi le retrait des ordonnances et le renvoi des ministres. Transmise par l'intermédiaire de Marmont, cette proposition ne reçoit pas de réponse.

Le 29 voit l'offensive de l'insurrection. Elle est renforcée par les gardes nationaux, milice citoyenne supprimée par le pouvoir après qu'elle eut chahuté, en avril 1827, Charles X qui la passait en revue. Cela donna le signal à une série d'émeutes parisiennes où Blanqui commença à s'illustrer. Les gardes dissous ont conservé leurs armes et, en compagnie des élèves de l'École polytechnique, aident de leur savoir-faire les premiers insurgés. La lutte fait rage sur la rive gauche, autour du Panthéon. Tandis que de plus en plus de soldats se rallient au mouvement de soulèvement, les insurgés donnent l'assaut dans l'après-midi aux Tuileries. Les Suisses s'y défendent avec acharnement avant de se replier sur l'Étoile pendant que le roi se réfugie à Saint-Cloud.

La surprise est totale devant ce réveil de l'action populaire absente à Paris depuis 1795. Cette radicalisation imprévue exploite l'efficacité militaire des barricades. Comme en 1789, cet engagement spontané des masses est décisif et assure la victoire des

opposants au régime en place. Exclues du jeu politique officiel, puisqu'elles ne votent pas et paraissent étrangères au combat entre les élites libérales et le souverain, les classes populaires s'y sont engouffrées alors qu'on ne les y attendait pas. Témoin avisé d'une opposition intellectuelle en proie au découragement et à la dépolitisation, Stendhal, qui termine *Le Rouge et le Noir*, note en avril 1830 : « Le peuple se réveillera-t-il avant 1847 ? » Le 26 juillet encore, il nie devant des amis la possibilité d'une résistance violente à Charles X : les Français, on le sait, ne sont pas assez « énergiques » pour cela. Avec d'autres figures romantiques, tels Balzac ou Hugo, Stendhal est resté extérieur à une révolution anonyme. Il est vrai que des députations populaires venaient de défiler aux Tuileries, pleines de respect pour le roi, et que le préfet de police l'assurait qu'il n'avait rien à craindre des ouvriers.

Comme en 1789 et dans d'autres pays atteints par le mouvement révolutionnaire de 1830, telle la Belgique, cette explosion provient pourtant, en profondeur, des difficultés économiques qui ont entraîné l'intervention brutale des masses dans une crise politique soudainement déclenchée. Une série de mauvaises récoltes a fait monter les prix des produits de première nécessité depuis 1827 ; par exemple, le pain n'a jamais été aussi cher qu'à l'été 1830. Dans le cadre d'une crise d'« ancien type », la chute de la consommation populaire affecte les manufactures et multiplie le chômage urbain. Celui-ci est très fort à Paris chez les ouvriers du bâtiment en raison de l'arrêt de l'essor immobilier impulsé par la politique de grands travaux du préfet Chabrol. Les barricades seront souvent construites avec les matériaux des chantiers abandonnés et occupées par les ouvriers saisonniers mis sur le pavé.

Insurrection de la misère, cette révolution exploite aussi un ressentiment profond contre la monarchie. Les élites apprécient mal cette haine viscérale du peuple de la capitale pour les Bourbons, imposés en 1815 par la défaite et l'invasion. Ce patriotisme et ce bellicisme, qui viennent de loin, persisteront au cours du siècle. Les ont incarnés, en 1830, des hommes mûrs, dont beaucoup d'anciens combattants des guerres de l'Empire, habiles dans le maniement des armes et fiers de retrouver le drapeau tricolore. Ils appartiennent pour l'essentiel à l'artisanat parisien classique, bâtiment en tête, où petits patrons et ouvriers sont étroitement mêlés. Ces dix mille combattants improvisés ont vaincu grâce à l'appui décisif et spontané des habitants des quartiers populaires.

Pareille rencontre entre anciens soldats de Napoléon et « bonapartisme » confus mais fervent des masses, présent à Paris comme dans les campagnes selon un rapport du préfet de la Loire en 1829, met en lumière les origines profondes de ce qui est vécu par les partisans de la Restauration comme un drame lamentable ou un accident évitable. Conformément à l'analyse récente de Sudhir Hazareesingh, juillet 1830 ne se situe ni dans la continuité libérale ni dans celle du souvenir de 1789 mais constitue plutôt une revanche sur les humiliations qui ont accompagné le retour des Bourbons. Étrangère à la tradition révolutionnaire des faubourgs, cette insurrection surprit en cela une police qui persistait à ne surveiller qu'eux.

Annonçant la future mythologie marxiste, une poignée de jeunes républicains, étudiants politisés mais anonymes, ont apporté l'encadrement de l'« humanité pensante » à cette « humanité souffrante ». Ils ont assuré le succès d'une révolution de

la liberté qui fut aussi, grâce à eux, celle de la jeunesse. Après avoir déclenché l'insurrection et joué un rôle important dans les combats, ils semblent les maîtres du terrain et inquiètent les libéraux, certes à l'origine de la protestation mais à qui la situation paraît échapper. Dès le 29, ils mettent en place une commission provisoire dirigée par de grands banquiers qui prennent les choses en main pour éviter, avant tout, une victoire républicaine. Ils investissent, comme en 1789, La Fayette du commandement de la Garde nationale.

Des journalistes du *National*, Thiers à leur tête, proposent alors, par affiches, d'en appeler au duc d'Orléans habilement présenté, face aux dangers incarnés par Charles X ou par la république, comme un prince révolutionnaire fidèle à l'esprit de la Charte. Finalement convaincu, il revient à Paris le 30 au soir. Le lendemain, il accepte le titre de lieutenant général du royaume que lui proposent les députés et il est présenté à l'Hôtel de Ville par La Fayette, à une foule étonnée, comme « la meilleure des républiques ». Cette mascarade relègue dans l'ombre des dirigeants insurgés inconnus tandis que Charles X fuit vers Rambouillet. Appuyé par la bourgeoisie libérale et quoique admirateur de la Constitution américaine, La Fayette estime la république prématurée et même dangereuse pour la France, étant donné la situation en Europe. Inorganisé et circonvenu, le mouvement démocratique est incapable de s'imposer.

Si Guizot fait signer à une centaine de députés leurs remerciements à un peuple « héroïque », deux cent dix-neuf autres, soutenus par quelques pairs, déclarent le 3 août le trône vacant. Charles X, en partant, a d'ailleurs transféré le pouvoir au duc d'Orléans, qui ne veut le tenir que des Chambres. Elles procla-

ment roi des Français, le 7, sous le nom de Louis-Philippe I^{er}, l'ancien combattant de Valmy, fils d'un conventionnel régicide et placé à la tête de la plus grande fortune du pays. Symbole des forces à l'origine de la chute de Charles X, il lui succède dans le cadre d'un contrat avec la nation et sur la base d'une légitimité révolutionnaire, selon le modèle anglais de 1688. Peut-on y voir, avec Jean Tulard, la fin du principe monarchique ? Le régime sera représentatif tandis que la nouvelle Garde nationale, renforcée par de nombreux insurgés, assure le maintien de l'ordre dans l'ensemble d'un pays aisément acquis au changement politique.

Celui-ci intervient sans que l'on demande son avis au peuple. La Chambre des députés, effrayée par la mobilisation populaire, modifie seule la Charte sous la protection de La Fayette. Cette démarche met fin à la contre-révolution ouverte en 1815. Ce retour à 1789 est symbolisé par celui du drapeau tricolore mais doit faire face au sentiment de force éprouvé par la population parisienne, véritable auteur de la révolution. Dans un nouveau climat de liberté, journaux, clubs, sociétés populaires bouleversent la vie politique. Des associations révolutionnaires d'étudiants y jouent un rôle majeur et prônent l'extension de la démocratie en Europe. Fondée dès le 30 juillet, la Société des amis du peuple regroupe les principaux vainqueurs des « Trois Glorieuses ».

Ces trois journées sont ainsi à l'origine d'une radicalisation de l'opinion, prolongement d'une mobilisation due à la persistance de la crise économique et de l'agitation sociale qui en découle. Un anticléricalisme virulent, tourné contre l'ancienne domination politique de l'Église catholique, l'accompagne. De nombreux réfugiés étrangers appellent la France et son gouvernement à une croisade révolutionnaire

en Europe. Face à cette situation, la Garde nationale rénovée, au service du régime, saura maintenir l'ordre et confirme le 29 août, dans une grande fête, son alliance avec un roi qui dispose d'assez de places à distribuer pour consolider son pouvoir. Bénéficiaire d'une insurrection inopinée, il en a profité sans l'avoir à aucun moment provoquée, organisée ou dirigée. C'est peut-être pour cela que le saint-simonien Enfantin affirme, en août, que « la révolution qui vient de s'opérer ne mérite pas ce nom¹ ».

Février 1848

Le régime institué en 1830 s'écroulera encore plus vite que celui qu'il a remplacé et dans des conditions presque plus surprenantes. Depuis 1840, la monarchie de Juillet s'est progressivement stabilisée sous la direction d'un gouvernement conduit par Guizot. En accord étroit avec Louis-Philippe, il fonctionne au service d'une partie de la bourgeoisie, seule représentée à la Chambre des députés grâce à un cens élevé qui limite le nombre des électeurs à deux cent quarante et un mille personnes en 1846. Ce système peut se prévaloir longtemps de présider au développement économique du pays et reste donc sourd à la montée de la contestation intellectuelle et de l'opposition politique qui caractérise les années 1840.

Celle-ci anime, à partir de juillet 1847, une cam-

1. Auguste Blanqui, *Maintenant, il faut des armes*, Paris, La Fabrique Éditions, 2007, p. 53-56 ; Michel Crouzet, *Stendhal ou Monsieur moi-même*, Paris, Flammarion, 1999, p. 481, 493-495 ; Francis Démier, *La France du XIX^e siècle (1814-1914)*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p. 116-124 ; Sudhir Hazareesingh, *La Légende de Napoléon*, Paris, Tallandier, 2005, p. 191-194 ; Jean Tulard, *Les Révolutions de 1789 à 1851*, Paris, Fayard, 1985, p. 356-372.

pagne visant à l'abaissement du cens et à l'assainissement des mœurs parlementaires dominées par le nombre croissant des députés fonctionnaires, procédé qui renforce encore la majorité conservatrice en 1846. Cette campagne est surtout le fait de l'opposition dynastique de gauche, représentée à la Chambre et dirigée par Odilon Barrot. Mais elle est soutenue tactiquement par les républicains qui mettent provisoirement entre parenthèses leur revendication du suffrage universel. À l'imitation de l'Angleterre, une série de banquets sert de cadre à cet effort de mobilisation du pays réel contre le pays légal. Les amis de Barrot y sont vite débordés par les républicains et même par les socialistes qui infiltrent le mouvement de leurs revendications.

Guizot se cramponne à son refus de toute ouverture et à son immobilisme. Au début de 1848, lorsque la session parlementaire s'ouvre, il est clair que les soixante-dix banquets et leurs dix-sept mille convives ont eu peu d'influence sur l'opinion provinciale, pourtant de moins en moins satisfaite du régime. Le roi, qui va sur ses soixante-quinze ans mais peut compter sur des héritiers, est confiant dans la solidité de son règne et conforte ses ministres dans leur position intransigeante. Les opposants au régime ont fixé au 22 février un banquet auquel était associée la Garde nationale du 12^e arrondissement de Paris et qui avait d'abord été interdit par la préfecture de police. Considérant que la présence de la Garde est contraire à ses statuts, le gouvernement confirme l'interdiction.

Odilon Barrot et ses amis reculent immédiatement. Ils annulent le banquet prévu, tout en accusant les ministres d'avoir violé la Constitution et en demandant leur mise en jugement. Ainsi se prolonge un jeu pervers où l'opposition dynastique maintient

une alliance de fait avec des radicaux beaucoup plus révolutionnaires qu'elle afin de poursuivre son bras de fer avec un pouvoir de moins en moins enclin, à cause de cette violence, à accorder des « concessions nécessaires » (Tocqueville). Pour l'heure, la dérobade des dirigeants réformateurs, prenant leurs distances avec les républicains, paraît renforcer le gouvernement. Comme l'écrit Francis Démier, « c'est un enchaînement inattendu d'événements » qui transforme de fond en comble, en très peu de temps, la situation.

Malgré les manifestations de rues organisées le 22, à la place du banquet interdit, par une poignée d'étudiants et de meneurs des sociétés secrètes parisiennes, protestant contre la décision d'annulation, la situation ne semble pas encore en fin de journée devenir « révolutionnaire ». Même si les troubles s'étendent dans la soirée, la confiance totale conservée par le roi et ses ministres apparaît fondée. Ils sont sûrs, pensent-ils, des trente mille hommes de troupe massés dans la capitale. Victor Hugo, alors pair de France et soutien loyal du régime, s'est laissé persuader par ses amis « que tout se résoudrait en une émeute insignifiante ». Tocqueville, député d'opposition, se montre plus inquiet. Il rencontre sans doute, ce jour-là, dans les rues « moins de cris que de quolibets ». Mais, autour de lui, on est ému par les heurts entre manifestants et Garde municipale, par les premières barricades et le pillage des armureries. Les troupes occupent les rues, l'état de siège est proclamé et l'angoisse monte chez les notables. On se répète le bon mot prononcé la veille par Émile de Girardin, fameux patron de presse : « Dans deux jours, la monarchie n'existera plus. » Mais on n'y croit pas.

Le 23 marque un accroissement de l'agitation. L'infanterie de ligne, engagée dans Paris, paraît peu disposée à y rétablir l'ordre. Guizot est ainsi contraint de faire appel à la Garde nationale qui lui est hostile et que le roi néglige depuis des années. Le pouvoir dépend soudainement de l'appui d'artisans et de boutiquiers qui n'ont plus confiance en lui depuis longtemps. Ceux-ci songent moins à contenir le peuple qu'à empêcher l'affrontement et à protéger leurs biens. Victor Hugo, ce jour-là, voit dans le quartier du Palais-Bourbon des ouvriers des deux sexes fraterniser avec des soldats. Il ne croit guère aux fanfaronnades du maréchal Bugeaud se disant prêt à mitrailler femmes et enfants, ou à celles du ministre de l'Intérieur Duchâtel qui pense que cette émeute va s'éteindre d'elle-même. Hugo observe qu'on crible de pierres des gardes municipaux et que des gardes nationaux refusent de marcher. On commence à briser des réverbères et on continue à édifier des barricades.

À trois heures de l'après-midi, Guizot vient annoncer aux députés sa démission et son remplacement par Molé. Ce coup de théâtre, dû aux « dispositions insurrectionnelles » (Tocqueville) de la Garde nationale, cause, hors de la Chambre, une joie universelle, toutefois peu partagée par l'auteur de *La Démocratie en Amérique*. Selon lui, ce n'est pas simplement un ministre mais le pouvoir tout entier qui se trouve renversé et, s'il prévoit une rapide course aux extrêmes, son entourage est en général persuadé que le mouvement de contestation va s'arrêter de lui-même. Toute la capitale, d'ailleurs, est en proie à des sentiments de fièvre et d'exaltation. On danse sur la place Vendôme et on illumine les boulevards où la foule circule dans l'allégresse en chantant *La Marseillaise*.

Vers neuf heures et demie, une longue colonne, agitant un drapeau rouge et sortant du faubourg Saint-Antoine, s'achemine vers la Madeleine en entonnant des chants patriotiques. Cette démonstration inoffensive d'enfants et d'ouvriers est saluée par des cuirassiers au cri de « Vive la réforme ! ». Bourgeois et prolétaires, rapprochés par une « fraternité joyeuse » (Daniel Stern), se rendent devant les bureaux du *National*. S'adressant à la foule d'une fenêtre, Marrast, son rédacteur en chef, situe cette victoire dans l'ensemble des événements européens et lui donne un sens non pas républicain mais purement réformateur. Il renforce ainsi l'allégresse populaire, pleine des rites du carnaval et du charivari de l'Ancien Régime, qui pousse la foule, venant de la place de la Bastille et de la colonne de Juillet, à se diriger vers les fenêtres du vaincu du jour, boulevard des Capucines.

Il est difficile de savoir pourquoi ce cortège de manifestants goguenards est pris alors sous le feu de soldats en faction. Bilan : cinquante-deux morts et soixante-quatorze blessés. Les cadavres sont solennellement promenés aux flambeaux dans les rues de Paris. On tient, dans ce choc meurtrier, comme l'a noté Maurice Agulhon, la cause immédiate d'une révolution passant de la joie à la colère. Les animateurs de la contestation exploitent cet accident imprévu au profit de l'indignation populaire. Leur scénario théâtral du cortège funèbre, digne d'un tableau de Delacroix, transforme cet incident en appel aux armes et à la vengeance du peuple contre ses égorgeurs. Toute la nuit va être une préparation au combat dans une ville qui se hérissé subitement de quelque mille cinq cents barricades. Jean Tulard relève avec justesse que tout cela se passe sans

le moindre plan ni sans aucune organisation d'ensemble.

Le matin du 24, Tocqueville, passant par les beaux quartiers, reconnaît d'autres symptômes des révolutions : silence, inquiétude, propagation des rumeurs antigouvernementales. Il constate que les anciens vainqueurs de 1830, victimes imminentes de 1848, qui ont jadis brisé une armée en l'absence de la Garde nationale, comptent maintenant à tort sur celle-ci pour les protéger. Tant le passé apprend peu sur le présent. Tocqueville remarque aussi avec une certaine admiration le savoir-faire et la méthode des constructeurs de barricades, autre aspect de l'anonymat caractéristique des révolutions. Il observe la passivité du public assistant à cet épisode qui va aboutir au renversement du gouvernement. Les soldats se replient en désordre quand la foule ne les absorbe pas. La Garde nationale, symbole de l'abandon du pouvoir par la classe moyenne, se désintéressera totalement de son sort. Louis-Philippe va abdiquer, « paralysé par le sentiment hérité de 1789 et de 1830 que, lorsque le peuple est soulevé, on ne peut rien faire » (J. Tulard). Mais cette décision, créant un vide politique, permet la proclamation d'une République qu'aucun dirigeant reconnu ne demandait la veille.

En fin de matinée, des régiments de cavalerie occupent encore la place de la Concorde, mais leur chef, qui a reçu l'ordre de ne pas combattre, va laisser envahir la Chambre par une poignée d'émeutiers bientôt rejoints par une foule d'autres. Les députés, ainsi bousculés et contestés, sont incapables de confirmer la régence de la duchesse d'Orléans, Louis-Philippe étant en fuite et les derniers ministres qu'il a nommés (Thiers puis Barrot) impuissants. Lamartine, dans ces conditions, fait adopter,

au milieu d'une cohue armée, l'établissement d'un gouvernement provisoire composé de parlementaires de l'opposition la plus extrême. On se hâte d'aller le proclamer à l'Hôtel de Ville tandis que d'autres insurgés envahissent le palais des Tuileries déserté et le saccagent en chantant *La Marseillaise*. Jean Tularde a justement insisté sur la confusion qui règne alors dans Paris, de loin supérieure à celle qui a pu exister en 1830. La révolution de février 1848 est beaucoup plus spontanée et anarchique. Elle n'a pas d'autre programme que la haine du régime que l'on renverse. Elle n'a pas de cadres, les chefs républicains suivant le mouvement et jouant tous leur propre jeu. Ils s'emparent de différents bâtiments, s'entourent de leurs partisans armés et s'autodésignent aux affaires.

Dans la soirée, le gouvernement improvisé achève de se former à l'Hôtel de Ville. L'annonce en est faite au peuple vers minuit, ainsi que celle du choix d'une République démocratique. Elle est accueillie dans le calme à Paris, qui a fini par l'obtenir, comme en province, où on suit le mouvement sans grande émotion. Dans l'immédiat, la suppression de la peine de mort pour les délits politiques, celle de l'esclavage dans les colonies et le suffrage universel sont proclamés. Comme en 1830, la Révolution est accueillie dans l'ensemble avec faveur par la jeunesse des écoles et par les ouvriers à qui, si l'on refuse le drapeau rouge, l'on promet dès le 25 le droit au travail et auxquels on accorde le 26 l'établissement d'ateliers nationaux. Dans le reste du pays, le régime monarchique s'effondre brutalement et la République s'empare aisément d'un pouvoir devenu vacant. On s'en accommode selon la formule de Tocqueville, qui note que personne ne regrette le régime défunt. Le souvenir de Louis-Philippe ressem-

ble déjà à celui qu'on peut conserver des Mérovingiens.

Réfugié en Angleterre, le roi déchu est perplexe et ne comprend rien : pourquoi les Parisiens, devenus fous, l'ont-ils ainsi renvoyé en quelques heures ? Ses derniers ministres répéteront, en 1848, leur effarement devant un événement aussi déconcertant. Après tout, pour beaucoup de révolutionnaires, anciens ou nouveaux, le sentiment de surprise est le même. Accourue de Nohant à Paris le 29 février, George Sand, qui n'a pas apprécié, l'année précédente, *Les Girondins* de Lamartine et se préoccupe surtout de rédiger l'histoire de sa vie, n'a rien vu venir. Libéré de sa résidence surveillée à Blois et parvenu à Paris dès le 25, Blanqui lui-même en est réduit à constater devant ses camarades de combat que « la révolution qui vient de s'accomplir est une surprise heureuse, rien de plus ». Il va vainement consacrer le reste de sa vie à en préparer une autre.

Tocqueville a tenté, dès 1850, d'élucider le paradoxe de cette surprise révolutionnaire. Pour ce faire, il récuse le rôle de prophète qu'on lui prête souvent. N'avait-il pas annoncé à la Chambre, le 27 janvier 1848, qu'on dormait sur un volcan et que le gouvernement conduisait le pays à l'abîme des révolutions ? Deux ans plus tard, il reconnaît bien volontiers qu'il s'agissait de sa part d'un artifice rhétorique dans ce milieu parlementaire où, à force de répéter des arguments de comédie, opposants et ministériels finissent par ne plus croire en rien alors même que l'événement va leur donner raison.

Si des « causes générales » conduisaient à la révolution, et Tocqueville les rappelle bien — crise morale, politique, sociale —, il fallut un enchaînement accidentel de circonstances pour qu'elles déclenchent la surprise de février. Tocqueville y discerne

en premier lieu l'aveuglement des dirigeants politiques, qu'il s'agisse des hommes au pouvoir, trop sûrs de la solidité de leur situation, ou de leurs adversaires, inconscients des résultats suscités par l'agitation à laquelle ils président. Barrot n'avait-il pas comparé Guizot aux derniers ministres de Charles X ? Tocqueville assimile le destin de ces démarches partisans, provoquant des effets contraires aux vœux intimes de leurs auteurs, au mode de cheminement du cerf-volant. Étranger à la mythologie du complot, il formule cette loi générale à propos des journées de février 1848 : « Les révolutions, qui s'accomplissent par émotion populaire, sont d'ordinaire plutôt désirées que préméditées. » Privées d'auteurs, elles sont plutôt le fait de profiteurs. Spontanées et fortuites, elles proviennent d'abord « d'une maladie générale des esprits amenée tout à coup à l'état de crise ». Imprévues, elles n'ont ni inventeurs ni conducteurs et sont dirigées par des gens allant toujours droit devant eux tant que le vent les pousse.

Comme en 1789 ou en 1830 figure pourtant parmi les causes générales qui amenèrent la révolution de février une crise économique conjoncturelle d'ancien type qui fut certes la dernière mais qui pesa lourdement sur les événements par ses conséquences sociales. Il est curieux que Tocqueville ne la mentionne pas, alors qu'il le fera pour 1789 dans *L'Ancien Régime et la Révolution*. Une crise de subsistance, due à un recul de la production de céréales, se produisit dès l'été 1846 et les prix doublèrent de 1845 à 1847. L'effondrement industriel et le chômage suivirent l'augmentation de la part du revenu consacrée aux produits agricoles. Une crise du crédit vint doubler celle de l'industrie et un important recul du salaire accompagna la poussée du chômage. Émeutes de la faim et troubles sur les marchés allaient

perturber durablement la société française. Ces conditions (d'ampleur européenne) dominent la vie ouvrière parisienne lorsque se produisent les provocations politiques de février 1848¹.

Septembre 1870

Au printemps de 1870, le second Empire paraît encore bien se porter, malgré l'agitation entretenue contre lui. Ébranlé, un an auparavant, par des élections législatives où les candidats officiels perdent un million de voix, le régime a su s'adapter en appelant à la tête du gouvernement, en janvier, un ancien opposant républicain, Émile Ollivier. Napoléon III modifie surtout le système constitutionnel en le rendant, sinon parlementaire, du moins plus représentatif, et il a l'habileté de soumettre cette réforme libérale, le 8 mai, à l'approbation populaire. Il obtient ce vote de confiance par 7 350 000 voix contre 1 538 000. Deux départements seulement (la Seine et les Bouches-du-Rhône) ont voté non et la majorité de la France rurale (dans le Sud-Ouest, le Centre, l'Ouest et le Nord-Est) lui donne souvent des résultats supérieurs à 70 %.

Il semble incroyable que l'Empire se soit effondré moins de quatre mois plus tard. Cette soudaine chute du régime, due à la déplorable déclaration de guerre à la Prusse du 19 juillet, rappelle qu'il repose sur une politique extérieure de prestige confrontée,

1. Maurice Agulhon, *Les Quarante-huitards*, Paris, Gallimard, 1992, p. 39-54 ; A. Blanqui, *op. cit.*, p. 133-135 ; F. Démier, *op. cit.*, p. 210-216 ; Victor Hugo, *Choses vues (1830-1848)*, Paris, Gallimard, 1972, p. 609-655, 664-666 ; George Sand, *Lettres d'une vie*, Paris, Gallimard, 2004, p. 537-543 ; Alexis de Tocqueville, *Souvenirs*, Paris, Robert Laffont, 1986, p. 729-765 ; J. Tulard, *op. cit.*, p. 452-465.

depuis 1866, à une série d'échecs humiliants. Malgré la faiblesse de son armée, mal réformée à la veille de 1870, il ne peut résister à la tentation de rétablir sa position diplomatique lorsque se précise la candidature éventuelle d'un prince d'origine prussienne au trône vacant d'Espagne. La France la dénonce comme une menace d'encerclement et provoque son retrait. Mais comme Paris réclame à Berlin une renonciation définitive à toute candidature ultérieure, Bismarck donne à la réponse de son souverain, diffusée dans la presse, un ton insolent que l'opinion française estime inacceptable.

Elle est emportée par un bellicisme frénétique et le corps législatif vote avec enthousiasme les crédits pour la mobilisation. Les bonapartistes voient dans une victoire qu'ils jugent assurée le moyen de renforcer un régime redevenu prestigieux. Ils soutiennent aveuglément une déclaration de guerre qui dresse toute l'Allemagne contre la France et scandalise l'Europe. Cet acte est d'autant plus insensé que les forces françaises sont inférieures de moitié à celles de l'adversaire et pourvues d'un commandement médiocre. Elles perdent rapidement l'Alsace au début d'août et ne peuvent empêcher l'invasion de la Lorraine.

Paris s'était laissé gagner par la campagne belliciste. Cette fièvre patriotique donna l'impression, un moment, d'atténuer les divisions politiques et *La Marseillaise* redevint un chant de guerre national cher tant aux aristocrates qu'aux bourgeois. Les rues de la capitale, à la fin de juillet, sont enivrées de musiques militaires. Les précédents motifs d'agitation perdent de leur actualité devant la primauté des questions de défense, qui submergent le pacifisme des libéraux et des socialistes, ces derniers se contentant d'un échange de bons sentiments avec

leurs camarades de Berlin. Ils se gardent bien d'opposer la grève à la mobilisation. Mais les premières défaites exaspèrent bientôt le patriotisme populaire. Dans le sillage de la Grande Révolution, les républicains appellent maintenant à l'union sacrée contre l'Empire et contre les Allemands.

Que représente cette opposition qui va bientôt recueillir le pouvoir dans la surprise de la défaite ? Elle est surtout forte à Paris, impressionnante métropole de 2 millions d'habitants dont l'immense majorité travaille dans une multitude de très petites entreprises. Favorisé par l'obtention du droit de grève en 1864, le mouvement ouvrier a beaucoup progressé. Cette action syndicale, qu'il ne faut pas confondre avec la I^{re} Internationale, simple société de pensée peu cohérente, revendique une stratégie réformiste subordonnant la lutte politique à l'émancipation économique.

À côté de cette tendance, un intense bouillonnement « révolutionnaire » caractérise le Paris des années 1860 et y prépare la Commune de 1871. Tous les républicains communient dans une religion de la liberté, et Blanqui transforme sa prison de Sainte-Pélagie, au début de la décennie, en un lieu d'endoctrinement. Une tradition romantique toujours vivante célèbre les martyrs et les croisés de « la Cause », bien que ses théoriciens ne s'entendent pas toujours sur le contenu de cet héritage. Si les républicains de gouvernement ont une vive aversion pour la Terreur et prônent la décentralisation des pouvoirs, d'autres activistes sont plus radicaux et révolutionnaires, au moins en paroles.

De fervents admirateurs de 1793 croient en la vertu de la prise du pouvoir par une minorité. C'est le cas des blanquistes, férus d'organisation militaire, qui créent des groupes de combat clandestins.

Les héritiers de la gauche de la Législative sous la II^e République, moins violents mais tout aussi déterminés, prêchent l'unité des républicains, dont le journal *Le Réveil*, de Delescluze, se fait l'écho.

De plus jeunes journalistes, favorisés par la libéralisation de la presse intervenue en 1868, le concurrencent auprès de l'opinion. Le plus célèbre, Henri Rochefort, devient député en 1869 grâce à *La Lanterne*, saluée pour son brio pamphlétaire. Il fonde à la fin de l'année *La Marseillaise*, qui fonctionne comme un trait d'union entre les différents courants intellectuels avancés. Jacques Rougerie a noté que l'un de ses représentants, Jean-Baptiste Millière, déjà quinquagénaire, y expose, au début de 1870, le programme de la future Commune. On le retrouve, exprimé de façon plus tumultueuse, dans les innombrables réunions publiques qui ont pu se tenir à Paris entre juin 1868 et mai 1870. Les militants révolutionnaires y affirment de plus en plus nettement leur hostilité à l'Empire, à l'Église ou au capital et s'affrontent sur le meilleur moyen de les renverser.

Mais, lorsque la guerre éclate, ce combat ne leur a apporté que des déceptions. Ainsi, aux élections législatives de 1869, dans la Seine, les républicains modérés remportent presque tous les sièges. Vallès, qui exprimera plus tard dans *L'Insurgé* la haine qu'il leur voue, est écrasé. Dans l'ensemble du pays, les socialistes sont inexistantes et les radicaux ne progressent que dans les grandes villes. Les campagnes restent massivement conservatrices. Le plébiscite de mai 1870, marqué par les divisions de l'opposition, confirme ces tendances. À Paris, les révolutionnaires sont scandalisés par l'attitude des républicains modérés qui s'inclinent devant la décision du suffrage universel.

L'activisme des révolutionnaires a déjà provoqué des batailles de rues survenues notamment au printemps 1869 à l'occasion des législatives. En octobre, il y a cinq cents blessés à Belleville. En janvier 1870, un rassemblement de plus de cent mille personnes se forme lors des obsèques d'un journaliste assassiné par un prince Bonaparte. Le mois suivant, l'arrestation de Rochefort déclenche une insurrection et une levée de barricades à Belleville. De nouveaux troubles éclatent, dans l'Est parisien, après le plébiscite.

Mais Ollivier réprime cette agitation avec l'appui de toute la classe politique, républicains modérés compris. Les principaux meneurs sont jetés en prison ou exilés à Bruxelles (comme Blanqui). William Serman dresse avec raison un bilan négatif de l'action révolutionnaire à la veille de la guerre. Minoritaire et inorganisée, elle manque de moyens. Ses chefs parlent beaucoup de soulèvement armé mais n'ont finalement rien à opposer aux forces de l'ordre. La majorité des Parisiens semble préférer les méthodes plus pacifiques des républicains de gouvernement.

Les premiers revers de la guerre occasionnent des manifestations d'hostilité au régime, à partir du 6 août, à Paris et en province. Dès le 7, l'état de siège est proclamé dans la capitale comme bientôt au Creusot et à Marseille. Émile Ollivier, qui interdit les principaux journaux de gauche, décide de revivifier la Garde nationale tombée en désuétude depuis 1851. On y incorpore tous les citoyens valides de moins de quarante ans. Il s'agit de renforcer la défense contre l'invasion et d'apaiser les craintes de la population, mais les cent mille fusils disponibles sont distribués de préférence aux bataillons bourgeois.

Si l'ensemble de l'opposition réclame la levée en masse et la création d'un nouveau gouvernement, les républicains modérés songent à s'entendre avec les libéraux sous la houlette de Thiers ou du général Trochu, conservateur en disgrâce depuis 1867. Mais c'est la droite bonapartiste qui impose le renvoi d'Émile Ollivier le 9, alors que des dizaines de milliers de manifestants demandent, place de la Concorde, la déchéance du souverain. Le nouveau Premier ministre, Cousin-Montauban, comte de Palikao, est un vieux général, appuyé par l'impératrice. Napoléon III, parti aux armées à la fin de juillet, est prié de ne pas rentrer. Le 13 août, de Nohant, George Sand constate, dans des campagnes pourtant peu révolutionnaires, une haine stupéfiante contre le gouvernement.

Des blanquistes décident alors de déclencher une insurrection. Rentré le 12, Blanqui essaie en vain de les dissuader, mais les accompagne finalement le 14 à l'assaut d'une caserne de pompiers à la Villette. L'échec des conjurés confirme le peu d'écho de leur appel au soulèvement. Le 18, Trochu, nommé gouverneur de Paris, prend la tête du Comité de défense créé la veille. Il accélère l'armement de la Garde nationale, ouverte désormais aux ouvriers, et fait de Paris un camp retranché. Devant la faillite de nombreuses entreprises, le gouvernement a décidé, dès le 13, un moratoire des effets de commerce.

La capitale apprend le 3 septembre le désastre survenu la veille à Sedan : l'empereur y est fait prisonnier avec cent mille hommes. L'événement crée une situation révolutionnaire. Pour préserver l'ordre, les députés conviennent de s'attribuer le pouvoir et se réunissent dans la nuit. Jules Favre, au nom de vingt-sept républicains, demande la déchéance de la dynastie, la nomination d'une Commission de dé-

fense nationale et le maintien de Trochu à son poste. La majorité suspend les délibérations jusqu'au lendemain. Au matin du 4, les partisans des républicains sont invités à se rassembler tandis que Cousin-Montauban prépare la résistance. Il dispose de troupes peu sûres qui laissent la foule envahir le Palais-Bourbon. Le corps législatif tarde à y composer un gouvernement de transition. Dans une salle occupée par les émeutiers, Gambetta fait acclamer la déchéance du régime au profit d'une république. Celle-ci est proclamée à l'Hôtel de Ville, neutralisant ainsi les velléités des révolutionnaires. Les républicains s'assurent de la collaboration de Rochefort et du concours de Trochu. Tandis que les conservateurs sont écartés et que l'impératrice, non inquiétée, quitte les Tuileries, un gouvernement de Défense nationale confirme la proclamation de la République et annonce la prochaine convocation d'une Constituante. François Caron a noté que, par leurs procédés légalistes, les députés, républicains en tête, ont agi en « hommes d'État responsables » et assuré la continuité juridique du pouvoir. Il observe aussi que, malgré la situation militaire, une allégresse générale règne à Paris, persuadé à tort qu'avec la République la guerre va finir.

Présidé par Trochu, le nouveau pouvoir est composé avant tout des députés de la Seine. Méfiant à l'égard des partisans d'une Commune, qui se concertent dès le soir et réclament l'organisation immédiate d'élections municipales, le gouvernement s'entoure d'hommes sûrs à la tête de la capitale. Jules Ferry, le 6, reçoit les pouvoirs du préfet tandis que vingt maires d'arrondissement sont désignés. L'impératif de la défense nationale semble d'ailleurs admis par tous. L'instauration, en quelques jours, de comités d'arrondissement doit permettre d'y ré-

pondre. Il s'agit de sauver Paris et la République, et on en charge, par acclamation, des militants éprouvés qui forment un véritable contre-pouvoir.

On rencontre une évolution analogue en province où la République est proclamée dès le 4 septembre à Lyon et Marseille, qui ont appris le désastre de Sedan en même temps que la capitale. Des radicaux y fomentent une série de révolutions municipales menées dans le cadre de comités de salut public où figurent aussi des modérés. En parallèle, les révolutionnaires des deux villes poursuivent une agitation hostile au nouveau pouvoir de la capitale. À Marseille, le 18, des délégués de treize départements créent une Ligue du Midi attachée aux libertés locales, tandis qu'à Lyon, le 28, la tentative de putsch de l'anarchiste Bakounine ne dure que quelques heures. Quelle que soit la plus ou moins grande radicalité dont témoignent ces troubles, les préfets nommés par Gambetta en souffrent longtemps dans la mesure où ils gênent l'aide militaire à Paris.

Le programme des comités de salut public, affiché le 15, est soucieux à la fois de défense nationale, d'égalitarisme social et d'autonomie politique. Or il ne peut être entériné par un gouvernement luttant en priorité contre la désagrégation de l'État. La poursuite de l'effort de guerre suppose le maintien de l'ordre à Paris.

Le 6, on a formé dans la capitale de nouveaux bataillons de la Garde nationale et attribué à ses membres, le 12, une solde quotidienne avec un complément familial. Il s'agit d'une allocation de secours aux chômeurs dont le nombre s'est notablement accru et qui s'enrôlent en masse dans la Garde. Les maires organisent cette levée de troupes avec la collaboration intéressée des comités. Dès le 30, les nouveaux bataillons ont été multipliés par cinq et

l'effectif total de la Garde porté à trois cent mille hommes. Ces soldats-citoyens relèvent moins d'une milice en état de marche que d'un organisme d'assistance et, de ce fait, leur contrôle est source d'affrontement entre les groupes politiques. Le gouvernement va de plus en plus songer à conclure un armistice en vue de désarmer Paris. Mais, le 20, les pourparlers avec Bismarck échouent tandis que la capitale achève d'être encerclée.

Face à deux cent mille Allemands, Trochu dispose de quatre cent cinquante mille hommes. L'ennemi semble préférer le blocus à l'assaut et Paris peut tenir plusieurs semaines en attendant le secours de la province. Le gouvernement ne croit pas à la valeur offensive de la plupart de ses troupes et cette stratégie est longtemps approuvée par la majorité de la population.

Ce sera de moins en moins le cas des révolutionnaires, défiants à l'égard du pouvoir. Ils pensent que la défense nationale serait mieux assurée par une Commune qu'ils dirigeraient et présentent le 21 leurs revendications quant à la levée en masse, au refus de toute négociation et à l'élection rapide de cette Commune. Le lendemain, une manifestation de gardes nationaux demande le report des élections à la Constituante. Le gouvernement, le 25, ajourne toutes les élections, ce qui accroît l'agitation. Si cent quarante chefs de bataillon réclament en vain le 26 des élections immédiates dans la capitale, la masse de l'opinion les désapprouve. Les divisions propres au mouvement révolutionnaire continuent à l'affaiblir et le gouvernement peut espérer le neutraliser à condition de maintenir les libertés municipales. Les dirigeants républicains jouissent d'un capital de sympathie bien exprimé, en novembre, par George Sand qui, « surprise, mais vaincue » par

leur arrivée au pouvoir, salue, dans ce changement politique effectué « sans effusion de sang », « un grand pas dans l'histoire des idées¹ ».

1. A. Blanqui, *op. cit.*, p. 190-241, 246-254, 257-292 ; François Caron, *La France des patriotes de 1851 à 1918*, Paris, Fayard, 1985, p. 193-237 ; Jacques Rougerie, *Paris libre 1871*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, p. 9-48 ; G. Sand, *op. cit.*, p. 1138-1143 ; William Serman, *La Commune de Paris (1871)*, Paris, Fayard, 2003, p. 15-136 ; Jules Vallès, *L'Insurgé*, Paris, LGF, 1986, p. 53-206.

CHAPITRE II

À l'ombre de la Révolution française

Dans le sillage de 1789

Les révolutions brabançonne et liégeoise

Camille Desmoulins publie, en novembre 1789, sous le titre *Les Révolutions de France et de Brabant*, un journal soutenant deux mouvements révolutionnaires. Du moins le croit-il. Or il se trompe en associant à la Révolution française les bouleversements qui agitent les Pays-Bas autrichiens, soulèvement conservateur contre un empereur réformateur.

Les États provinciaux des Pays-Bas favorisant le pouvoir de grandes abbayes, véritable État dans l'État, le gouvernement de Joseph II se lance, de 1783 à 1786, dans un vaste programme de laïcisation qui conteste la prééminence de l'Église. Poursuivant les réformes inaugurées avant 1780, au temps de sa mère Marie-Thérèse, il ferme les séminaires épiscopaux en 1786 pour faire face aux critiques cléricales. Cette décision lui vaut l'hostilité des partisans de Rome, qui inondent les Pays-Bas de pamphlets.

La situation est aggravée par la suppression des corporations, promulguée en mars 1787. Deux mois avant, l'empereur a modifié les institutions administratives du pays par la création d'un Conseil cen-

tral et par la division des provinces en cercles et districts placés sous l'autorité d'intendants et de commissaires. La justice est également centralisée et réorganisée. Tous les tenants de l'ordre ancien et des libertés traditionnelles se dressent avec vigueur contre une rationalisation qui les prive de leurs fonctions.

Leur protestation, jointe à celle du clergé, entraîne dès avril le refus de payer l'impôt. L'avocat bruxellois Hendrik Van der Noot devient le théoricien du mouvement qui déborde le Brabant. Une émeute cause des morts à Anvers. Devant l'agitation du tiers état, les gouverneurs du pays capitulent en juin et rétablissent en outre les corporations. Face à l'approbation des classes populaires, les notables, inquiets, constituent une garde bourgeoise tandis que Van der Noot va chercher des appuis à l'extérieur. La campagne d'opinion dirigée contre Joseph II et ses réformes ne fait, par ailleurs, que prendre de l'ampleur.

Après plusieurs mois de négociation et de tentatives de compromis, le représentant de l'empereur finit par rétablir ses édits en décembre. Un calme trompeur s'installe mais de nombreux opposants s'exilent et poursuivent leur combat. En novembre 1788, les États de Hainaut et de Brabant passent de la résistance passive au refus d'acquitter l'impôt. Au printemps suivant, Joseph II essaie de réduire la résistance des conservateurs et révoque leurs privilèges. Confronté à l'hostilité des évêques, il a, dès février, envoyé leurs élèves au nouveau séminaire de Louvain. Une condamnation cléricale officielle des réformes religieuses de l'empereur est diffusée en juin.

Cet affrontement se déroule au milieu d'une crise de subsistance et aux débuts de la Révolution française, éléments qui renforcent l'effervescence en

Brabant. Celle-ci prend une nouvelle orientation avec la création d'une association secrète due notamment à l'avocat Jean-François Vonck. Elle entend soulever les villes, tandis que de l'extérieur une armée de patriotes déclencherait une insurrection. Ce mot d'ordre est propagé durant l'été.

Van der Noot a constitué aux Provinces-Unies un comité et Vonck lui propose une alliance en vue d'une action révolutionnaire. Van der Noot aurait préféré s'appuyer sur l'intervention de la Prusse en sa faveur, mais lorsqu'en octobre les biens des abbayes du Brabant sont séquestrés, il se rapproche de Vonck. Leurs forces s'unissent, passent la frontière et réussissent à soulever la population. Devant la débâcle autrichienne, à la fin de novembre, les États de Brabant annoncent la constitution d'une assemblée souveraine. Le mois suivant, les Autrichiens ne conservent que la province de Luxembourg et Van der Noot entre en triomphe à Bruxelles.

Les états généraux promulguent, en janvier 1790, un traité d'union, fondateur des États-Belgique-Unis. Cette pâle imitation de la Révolution américaine s'appuie sur les traditions catholiques et l'ordre ancien pour déclarer rompu le pacte avec le souverain et proclamer l'indépendance des provinces. Leur congrès ne s'occupera que des affaires extérieures en se gardant de toucher aux droits de Rome. Le texte qui en résulte vise avant tout à restaurer le pouvoir des notables locaux.

Les « démocrates » bruxellois protestent contre ce retour à l'ordre ancien et lui opposent un comité de résistance patriotique regroupant les partisans de Vonck. Ils sont dénoncés par leurs adversaires comme des ennemis du catholicisme et des traditions. L'archevêque de Malines, à la fin de janvier, leur déclare la guerre tandis que Van der Noot ob-

tient l'appui des dirigeants des corporations. Les vonckistes refusent, en mars, d'obéir aux États auxquels ils demandent une modification du système de représentation.

Les conservateurs s'y opposent en envoyant des « bandes de casseurs » (F. Antoine) qui démolissent les maisons de ces grands marchands exposés à la colère populaire. Agressés et malmenés, ils se cachent ou prennent la fuite, souvent en direction de Lille. Dans de nombreux endroits du pays éclatent des émeutes tournées contre les notables locaux et regrettant l'autorité impériale. Elles sont matées par le pouvoir des États qui tentent de calmer les masses urbaines en proie à de graves difficultés économiques. Celles-ci sèment d'ailleurs la discorde entre les provinces.

Joseph II, mort en février, a été remplacé par son frère Léopold qui se consacre à la reconquête des Pays-Bas à partir du Luxembourg. Il leur promet le maintien de leurs institutions traditionnelles et l'amnistie en échange d'une soumission. Il offre même une alliance aux vonckistes. Les forces des États s'effondrent devant les troupes autrichiennes qui occupent tout le pays en décembre. Le nouveau gouvernement mène une politique d'apaisement à l'égard des conservateurs, mais ceux-ci restent en proie à l'hostilité d'un personnel administratif « joséphiste ». Léopold est cependant de moins en moins favorable aux vonckistes à partir de l'été 1791. Ceux-ci se regroupent dans le nord de la France, dont ils appuient la déclaration de guerre en 1792.

La révolution liégeoise, qui se produit également en 1789, est-elle différente de celle des Pays-Bas autrichiens, dominée par les partisans d'une restauration catholique et traditionaliste ? La principauté

de Liège, membre du Saint Empire, correspond, elle aussi, à plusieurs provinces belges actuelles. Elle est dirigée par un évêque élu par des chanoines et collaborant avec une assemblée d'États. Ces institutions sont devenues de plus en plus oligarchiques, mais l'enrichissement du territoire, au XVIII^e siècle, y favorise le développement d'une presse aux tendances réformatrices.

L'essor d'une bourgeoisie éclairée explique les bouleversements liégeois de 1789. Ils sont préparés par une remise en cause des pouvoirs du prince, puis par celle de l'exonération fiscale des privilégiés. La répercussion des événements français de l'été sur des classes populaires profondément mécontentes est instantanée. Le 18 août, une foule d'ouvriers envahit l'Hôtel de Ville de Liège et y proclame de nouveaux bourgmestres. L'évêque doit approuver des changements institutionnels adoptés dans les autres villes et les États entérinent cette modification de la représentation ainsi que la nouvelle égalité fiscale tandis que l'évêque se réfugie bientôt à Trèves.

Mais des divisions opposent vite les auteurs de ce changement, modérés effrayés par tout débordement et désireux d'un retour du prince ou radicaux favorables à la réunion d'une Assemblée nationale. La souveraineté populaire est proclamée par un congrès régional en septembre, et, le mois suivant, des émeutes éclatent à Liège. Les insurgés, qui réclament la dissolution de la garde bourgeoise, obtiennent le partage des biens des pauvres gérés par les paroisses.

Les dirigeants de l'Empire se préoccupent de rétablir l'ordre dans la principauté, et les troupes du roi de Prusse, chargées de le faire, y sont bien accueillies en novembre. Les ambitions de ce monarque s'accordent en effet avec les manœuvres des

dirigeants liégeois, attachés à éviter une restauration. L'échec de cette coalition amène le retrait des Prussiens en avril 1790 et entraîne une aggravation de la menace extérieure, des violences envers les ennemis de la révolution et de nombreux départs pour l'émigration. Des élections municipales, à Liège, en juillet, favorisent les radicaux tandis que des représentants des campagnes peuvent enfin siéger aux États.

Ceux-ci exercent en fait le pouvoir et leurs forces repoussent facilement, entre mai et décembre, de faibles tentatives d'invasion. Leurs adversaires rhénans se tournent vers Léopold, réconcilié avec Berlin et de nouveau maître des Pays-Bas. Divisés, les États sont militairement impuissants face à lui. Pendant que les radicaux tentent d'élaborer une Constitution et se rapprochent de la France, les Autrichiens réoccupent la principauté en janvier 1791. De nombreux révolutionnaires partent en exil et l'évêque rétabli restaure l'Ancien Régime et réprime ses ennemis.

Incapables en dix-huit mois d'organiser vraiment leur État et de lui assurer la sécurité, les révolutionnaires liégeois ont rendu manifestes les lacunes de leur projet et leur manque d'efficacité. Moins conservateurs que les partisans de Van der Noot aux Pays-Bas, ils n'ont pas su rendre féconde leur révolution improvisée¹.

La Constitution polonaise de 1791

La Pologne connaît, comme la France, une agitation de type révolutionnaire à partir de 1788. Le pays a été victime, en 1772, d'un premier partage

1. François Antoine, in Serge Bianchi et Philippe Bourdin (dir.), *Révoltes et révolutions de 1773 à 1802. Europe, Russie, Amérique*, Nantes, Éditions du Temps, 2004, p. 141-163.

au profit de ses voisins russe, autrichien et prussien mais, conservant plus de 500 000 km² et ses institutions traditionnelles, il sait réagir à cette humiliation. Sous l'impulsion d'une commission de l'Éducation nationale créée en 1773, les mentalités deviennent peu à peu plus ouvertes aux Lumières et on réorganise le système scolaire. L'ordre revient après des décennies d'anarchie et l'économie comme la société sortent de leur torpeur. Le roi Stanislas Poniatowski favorise ces transformations culturelles. La Pologne, cependant, ne dispose pas d'une bourgeoisie à l'occidentale. Elle repose principalement sur une petite noblesse rétrograde qui représente près de 10 % des neuf millions d'habitants. Le plus souvent simples « tenanciers », ces notables participent de moins en moins à la vie politique. Elle est également composée de paysans, serfs et misérables, ainsi que de 10 % de juifs qui constituent un corps séparé de l'ensemble de la population.

Varsovie a la chance de pouvoir échapper à la tutelle russe grâce à la guerre turque qui occupe Catherine II à partir de 1787. Dès l'année suivante, sous l'effet conjugué de partisans du changement, qui se croient appuyés par Berlin, et des influences françaises, la Diète, assemblée de la noblesse votant en principe à l'unanimité, décide, en octobre, de délibérer à la majorité des voix. Les patriotes portent l'armée, en théorie, à cent mille hommes et se libèrent de l'influence de Saint-Pétersbourg avec le concours du roi. De nombreuses brochures mobilisent l'opinion et une réforme fiscale astreint enfin les propriétaires fonciers, clergé compris. Moins forte que prévu, la nouvelle armée mate surtout les paysans ukrainiens révoltés.

L'euphorie réformatrice, favorisée par l'aide de la Prusse, conduit à décider en septembre 1789 une révision constitutionnelle afin d'améliorer la forme du gouvernement. Si Catherine II croit les Jacobins à ses portes, il y a en fait peu de penseurs polonais radicaux, partisans de la liberté des paysans. La Diète est surtout influencée par des réformateurs soutenant les droits de la population urbaine. En novembre, les représentants des villes défilent à Varsovie pour exprimer leurs revendications. Les patriotes polonais ne reçoivent, en 1790, aucun appui de la France révolutionnaire. Mais le roi pousse au vote d'une Constitution. En mars 1791, la plupart des nobles sont exclus de la vie publique et, le mois suivant, des représentants de la bourgeoisie sont admis à la Diète.

Devant les victoires russes contre les Turcs, le roi et ses collaborateurs hâtent la rédaction de nouvelles institutions. Profitant de l'absence de nombreux députés conservateurs, ils organisent un véritable coup d'État avec l'appui des bourgeois et des artisans. Le roi décide, le 3 mai, de faire adopter la Constitution pratiquement sans la soumettre au vote. Ce statut gouvernemental montre, selon la formule de Daniel Beauvois, autant les « pesanteurs du passé » que « la hardiesse retrouvée ». La mentalité nobiliaire domine toujours la vie politique et elle a admis un renforcement du pouvoir royal uniquement pour restaurer la souveraineté nationale. Le catholicisme est religion d'État et les nobles conservent le monopole de la propriété terrienne et des décisions politiques. Seuls de riches bourgeois peuvent accéder aux privilèges, mais ils ne prennent aucune part à la direction des affaires.

Le servage n'est en aucun cas mis en question, contrairement à ce que Marx et Engels ont pu pré-

tendre. Catherine II, qui pensait comme eux, est davantage alarmée de l'appel aux étrangers à s'installer en Pologne adressé par la nouvelle Constitution. Par ailleurs, le nouveau dispositif législatif ne fonctionne plus selon la règle de l'unanimité. Quant au pouvoir royal, il devient héréditaire et se trouve à la tête d'une société juridiquement très inégalitaire. Stanislas Poniatowski et les privilégiés sont donc les grands bénéficiaires de cette Constitution. Elle n'est pas révisable avant vingt-cinq ans et régleme-
tente aussi bien l'éducation des enfants royaux que le fonctionnement de l'armée.

Or c'est l'échec, presque immédiat, de cette œuvre qui lui conféra, en raison de la frustration qu'il entraîna, une immense valeur symbolique. Fruit d'un sursaut national, la Constitution polonaise de 1791 a au moins essayé de réorganiser l'État. Seuls l'ont compris, dans la France de cette époque, des hommes de réflexion comme Condorcet ou Mallet du Pan. La plupart des révolutionnaires français n'apprécient pas les patriotes qui l'ont conçue. Ceux-ci ont pourtant commencé à en faire admettre la nécessité par leur pays. Mais la Russie, en paix depuis janvier 1792, organise dès avril les forces hostiles aux réformes. À Paris, un agent de Catherine II dénonce « la prétendue révolution de Pologne » auprès de l'opinion tandis que les soldats russes interviennent contre Varsovie en mai.

Les Polonais, très inférieurs en nombre, résistent pour l'honneur à ces assauts, sous la direction de Kościuszko, en juin-juillet. Mais les auteurs de la Constitution sont pris de panique : ils proposent de confier le trône au petit-fils de la tsarine avant que Stanislas et ses collaborateurs ne renient leur œuvre. Au début de 1793, l'intervention prussienne, favorisée par Dumouriez, pousse la Russie à conclure

avec Berlin un second partage qui donne à Saint-Pétersbourg près de la moitié d'un pays réduit à 212 000 km² et quatre millions d'habitants. La Diète, contre laquelle on utilise intimidations, arrestations et confiscations, ratifie ce désastre en même temps que sont rétablies les anciennes institutions propices à la soumission et au régime de protectorat.

Kościusźko, vainement proclamé « citoyen d'honneur de la République française » en 1792 par la Législative, ne peut compter que sur ses propres forces lorsqu'il tente, en 1794, dans des conditions extrêmement difficiles, de délivrer ses compatriotes de cet avilissement¹.

Les suites de la conquête française

Les transformations de la Belgique et de la Rhénanie

L'invasion, à partir de l'automne 1792, par ses armées victorieuses de nombreux pays situés à ses frontières transforme la politique extérieure de la Révolution française. Devenue impérialiste sous le prétexte de libérer les peuples conquis, elle exporte tout autant sa domination que les formes d'une nouvelle organisation. Les exemples de la Belgique et de la rive gauche du Rhin montrent bien la logique de l'annexion liée à cette expansion.

Une première période de six mois, jusqu'au printemps 1793, met en place les cadres de cette stratégie. Elle repose sur la nécessité absolue de nourrir la guerre par la guerre, ce qui entraîne la généralisation des violences envers l'occupé. Emportés par une fièvre belliqueuse, les responsables de cette po-

1. Daniel Beauvois, *La Pologne. Histoire, société, culture*, Paris, Éditions de La Martinière, 2004, p. 159-194.

litique assignent à leur République une vocation d'expansion territoriale indéfinie.

Les textes décisifs des 15 et 17 décembre 1792, adoptés par la Convention à la demande de Cambon, constituent une charte d'exploitation des zones prétendument libérées par ses armées. Leurs directives d'application, le 8 janvier suivant, voient dans le « pouvoir révolutionnaire » le moyen d'assurer la tutelle des pays conquis. Cette stratégie égoïste fait reposer sur ces derniers l'entretien des troupes françaises. À Mayence ou en Belgique, l'annexion se réclame d'autant plus de cette politique que celle-ci se heurte, sur place, à de nombreuses oppositions.

La plupart des Belges, lors de l'hiver 1793, se méfient des autorités d'occupation qu'ils assimilent à l'assignat et à l'anticléricalisme. Les représentants de la Convention constatent l'échec des « missionnaires armés », prédit par Robespierre, mais sont convaincus de la nécessité de conserver ce pays sous leur domination afin de financer la guerre. Leur appel antiaristocratique adressé aux patriotes belges a tout d'une mascarade et les rares manifestations des populations en faveur de la réunion à la France sont uniquement dues à la présence de ses troupes.

Les illusions révolutionnaires de la France sont ruinées, en mars, par la contre-offensive autrichienne qui l'oblige à évacuer Liège, et aboutit, à la fin du mois, à l'abandon de toute la Belgique. L'annexion projetée fait place à l'amertume de la défaite pour des généraux et des députés français qui crient à la trahison alors même qu'ils ont occulté le fait que l'on ne révolutionne pas un peuple malgré lui.

Cette constatation vaut aussi pour la Rhénanie, région en bonne santé économique et sociale avant une désastreuse invasion. Apporté de l'extérieur à

un peuple qui ne le désire pas, le changement politique ne peut que le mécontenter, d'autant plus qu'il répond en premier lieu aux nécessités stratégiques de l'impérialisme français. Le 14 février 1793, Carnot justifie par la raison d'État les annexions en préparation au nord et à l'est ; la défaite révolutionnaire, symbolisée par la chute de Mayence en juillet, est saluée par les populations rhénanes. Des élections « préfabriquées », organisées dans cette région comme en Belgique pour justifier l'annexion projetée, se soldent par un humiliant fiasco.

Une masse de réquisitions s'abat sur les populations rhénanes, la République française se montrant incapable de faire vivre sans cela son armée. Contrairement aux proclamations françaises, les habitants les plus pauvres des pays conquis sont victimes de ces prélèvements et du travail forcé qui contrastent à leurs yeux avec l'âge d'or de l'Ancien Régime. Désorganisation des échanges et désindustrialisation lui succèdent. Dès le début de 1793, un général républicain a averti avec fermeté les bourgeois d'Aix-la-Chapelle qu'on les contraindra à être libres. Lors des élections qui suivent, l'armée d'occupation dicte le vote. Beaucoup de Rhénans s'étonnent d'une telle attitude venant d'un pays qui prétend être l'incarnation de la liberté.

Les populations conquises sont choquées par l'anticléricisme, voire l'antichristianisme de l'occupant. L'hostilité envers la France est ainsi réactivée par l'invasion révolutionnaire, héritière de celle que Louis XIV avait suscitée en son temps. Les représentants de Paris constatent, dès la fin de 1792, que la plupart des Rhénans n'ont aucune envie d'être libérés. Les partisans des Français, intellectuels peu représentatifs, sont d'ailleurs scandalisés par leurs excès, comme Georg Forster à Mayence

au début de 1793. Ces « collaborateurs » n'ont aucun appui parmi leurs compatriotes et sont déçus par le despotisme militaire des « libérateurs » qui voient se dresser contre eux un banditisme rural, expression d'une communauté en crise. Dès 1792, tant les paysans de l'électorat de Trèves que les étudiants de Mayence combattent les Français. À la fin de l'année, ceux-ci sont chassés de Francfort-sur-le-Main par un soulèvement spontané. La joie des villes de Cologne ou de Coblençe délivrées est égale en 1793 à celle de Mayence. Fondée sur l'exploitation, l'invasion révolutionnaire a déclenché partout contre elle diverses formes de résistance.

Ces tendances s'approfondissent à partir de l'été 1794 lorsque les armées françaises reviennent pour vingt ans d'occupation. La Belgique connaît un premier régime militaire très sévère, aggravé par la crise économique, mais les dirigeants parisiens finissent par s'orienter vers une modernisation de l'administration qui ne touche pas aux bases de la société. En octobre 1795, sans consulter les populations, les nouveaux départements belges sont rattachés à la France.

Dès le mois suivant, et jusqu'en janvier 1797, le commissaire Bouteville, ancien agent national à Liège, préside à une assimilation forcée qui unifie l'ensemble du territoire. Abolissant les anciennes coutumes, transformant la fiscalité, laïcisant l'état civil et sécularisant les biens du clergé, elle réussit là où Joseph II a échoué, au prix d'une francisation qui s'en prend notamment à la langue flamande. La persécution de l'Église catholique désorganise la vie publique dans un pays dévasté et paralysé. En octobre 1798, les jeunes ruraux de Flandre, qui se soulèvent contre la conscription, ne sont pas suivis par la bourgeoisie. En définitive, l'intervention française

n'a accordé aucune considération à l'opinion belge et mis en coupe réglée un pays dominé par l'arbitraire des fonctionnaires, l'apathie des administrés et l'activité des brigands.

C'est Bonaparte qui mettra fin à la persécution religieuse. Rassurant les notables, il rétablit l'ordre et relance l'économie. Mais il n'attribue aux Belges que des fonctions secondaires et ne parvient pas à satisfaire leur souhait d'autonomie. Apparemment mis entre parenthèses par le retour de la prospérité, ce sentiment n'a en réalité aucunement disparu et peut s'appuyer sur l'emprise, restée vivace, de l'Église catholique.

Réoccupée après Thermidor, la Rhénanie doit surtout financer l'effort de guerre de Paris et faire vivre son armée. L'annexion est ici plus tardive qu'en Belgique et Hoche songe même un moment à établir, en 1797, une République cisrhénane. Finalement, l'Alsacien Rudler, nommé commissaire en novembre, réorganise l'administration sur le modèle français et, au début de 1798, préside à la formation de quatre départements. Leur intégration à la France n'est proclamée qu'en 1801 mais une assimilation forcée l'a devancée depuis longtemps.

Les Rhénans l'ont associée à la présence d'une armée d'occupation qui accumule pillages et levées d'argent. Ces exactions sont aussi accablantes en 1800 qu'en 1794 et donnent son vrai sens à la « libération » du pays. Cette dernière ne comporte que des avantages sociaux limités, puisque l'abolition du régime seigneurial en 1798 est partielle. Les biens confisqués ne profitent, à partir de 1803, qu'à la bourgeoisie ou à l'État. L'annexion a entraîné un déclin économique en raison de la guerre et de ses conséquences douanières qui favorisent une large contrebande, la corruption et la criminalité. L'écroule-

ment de l'artisanat de luxe, l'invasion des assignats et la pression fiscale renforcent la paupérisation liée à la Révolution.

Les populations rhénanes s'estiment victimes de dirigeants étrangers qui ne songent qu'à profiter d'elles et n'arrivent pas à trouver sur place de collaborateurs valables pour relayer leur politique. De ce fait, le système mis en place est paralysé. Les rares partisans de la France se heurtent à une opposition grandissante qui s'appuie sur l'hostilité populaire à la déchristianisation. Le clergé catholique appelle avec succès à y résister et les protestants n'échappent pas aux mesures de persécution.

Les Français apparaissent aux Rhénans comme des occupants arrogants, fiers de leur supériorité « révolutionnaire ». Ils voient ainsi se dresser contre eux l'unité de l'appartenance nationale, redoublée par la défense du christianisme. Le sentiment religieux se révèle beaucoup plus puissant que l'adhésion à la Révolution, qui n'est le fait que de quelques intellectuels vite déçus par les violences de l'occupation. Chez eux aussi progresse une certaine francophobie d'origine morale.

Ce ressentiment vis-à-vis de l'occupant va conduire vers 1800 la masse de la population à soutenir les brigands qui combattent les Français, et ainsi conférer au mouvement d'opposition à la Révolution la forme de la criminalité. Les paysans ont développé, face à des Français militairement très présents, une résistance passive qui les prive de tout appui local. Les occupants se heurtent aussi à des manifestations ou à des soulèvements qui menacent de tourner à l'émeute. Les révolutionnaires français, en Rhénanie comme ailleurs, n'ont su échapper à la contradiction existant entre violence militaire et vocation émancipatrice. Cette situation leur vaut

une hostilité spontanée et déçoit leurs rares partisans¹.

La République batave

Lorsque les troupes françaises, à l'automne 1794, pénètrent dans les Provinces-Unies, elles y trouvent, cas unique dans l'Europe de l'époque, des militants révolutionnaires prêts à les accueillir et disposant d'une longue expérience. Ces patriotes, dressés depuis 1781 contre le stathoudérat, ont subi six ans plus tard un grave échec dû à l'intervention militaire de la Prusse. Entre-temps, ces représentants de la petite et moyenne bourgeoisie néerlandaise ont œuvré pour un nouveau système de représentation. Ils ont adopté des méthodes d'action (réunions, pétitions, création d'une milice civile) inédites sur le vieux continent. Héritiers de l'évangélisme populaire, ils ont donné à leur mouvement une assise spirituelle. Leur réveil à la fois moral et national a intégré au sein de l'espace public des provinces maritimes celles de l'intérieur. Leur presse a diffusé cet esprit de révolte et leur action a fini par ébranler les tenants de l'ordre ancien au moyen de démonstrations pacifiques, organisant la pression des foules. Mais ils ont été incapables de mettre en place une nouvelle structure politique parce que leur radicalisation de l'été 1787 a été trop tardive et incomplète. Vaincus par le jeu des puissances, ils reprennent leur lutte à l'arrivée des Français dont ils ont, sur certains points, anticipé la révolution.

1. T. C. W. Blanning, *The French Revolution in Germany. Occupation and Resistance in the Rhineland (1792-1802)*, Oxford, Clarendon Press, 1983 ; Henri Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. VI, Bruxelles, 1926, p. 14-143 (cf. nos indications bibliographiques complémentaires dans J. Solé, *Les Révolutions de la fin du XVIII^e siècle aux Amériques et en Europe*, Paris, Éditions du Seuil, 2005, p. 190-192).

La défaite et l'exil ont appris à ces patriotes la double nécessité d'un appui extérieur et d'une action unitaire, mais ils auront de la peine à appliquer ce programme à l'ombre d'une grande nation en proie à un impérialisme irrésistible. Confirmés pourtant dans leurs convictions par la Révolution française, ils travaillent à leur retour au pouvoir et tentent vainement de profiter des victoires révolutionnaires de l'automne 1792. Cet échec leur a au moins fait comprendre que leur libération ne résulterait que d'un marchandage avec Paris. Ils disposent, pour le mener à bien, d'un réseau de militants prêts à les suivre.

Dès juillet 1794, leur organisation clandestine prépare un soulèvement et entre en contact avec les militaires français. Ceux-ci se décident finalement à intervenir en Hollande où l'agitation prématurée de leurs partisans, en novembre, tourne d'abord au fiasco. Mais les exilés néerlandais persistent à pousser les Français à l'action. Cette invasion, à la fin de l'année, ne rencontre pratiquement pas d'opposition. Utrecht est ainsi libéré, le 17 janvier 1795, sous les applaudissements des patriotes qui comprennent que l'arrivée des Français à Amsterdam doit être précédée d'un semblant de révolution. Elle a immédiatement lieu dans l'improvisation et l'enthousiasme.

En quelques jours, toutes les grandes villes de Hollande suivent cet exemple. Ce changement politique est très peu violent et remarquablement festif. Il laisse ouverte une redoutable question : quel sera le prix de la dépendance de cette « révolution » envers la France ? Les Hollandais savent que la Convention ne les traitera pas en égaux et leur accordera peu de concessions. Obéissant à sa logique impérialiste, elle leur demande de l'argent et des territoires. Ils cèdent à son ultimatum le 16 mai. La

République batave, État en principe souverain, doit entretenir jusqu'à la paix une armée de vingt-cinq mille hommes. Les patriotes néerlandais ont dû se soumettre à l'égoïsme de leurs protecteurs. Toute leur action ultérieure va consister à poursuivre leur révolution sans perdre complètement leur autonomie.

Malgré la libéralisation de la société, cette révolution pose problème tant ses animateurs, tel Paulus, refusent toute transformation brutale. Certains, comme Schimmelpenninck, sont même des conservateurs décidés. Le clivage entre unitaires et fédéralistes achève de diviser les patriotes. Les premiers temps du nouveau système sont délicats sur le plan des institutions, car l'application de la souveraineté du peuple est difficile dans un mauvais climat économique. L'élite se méfie des radicaux qui réclament la tenue d'une convention alors que les anciens états généraux s'accrochent à leur pouvoir. Au début de 1796, sous la pression française, intervient enfin la convocation d'une Assemblée nationale qui s'ouvre le 1^{er} mars.

Ses membres ont de la peine, après la mort de Paulus, à apaiser les tensions entre les démocrates et leurs adversaires. Leur œuvre institutionnelle, adoptée seulement en mai 1797, est repoussée par une consultation nationale qui montre l'impopularité d'une révolution imposée de l'extérieur. Devant l'impuissance du régime et le conservatisme de l'opinion, les radicaux opèrent, en janvier 1798, à la mode française, un coup d'État destiné à établir un vrai changement. Ils le proposent avec succès, en avril, à l'approbation des électeurs. Mais, en juin, les démocrates, sans réel soutien dans le pays, sont éliminés par les modérés qui s'appuient sur l'armée.

La nouvelle atmosphère politique est dominée, malgré la survie de la légalité, par la déception fai-

sant suite à ces événements. Les partis demeurent irréconciliables dans le cadre d'une machine institutionnelle qui fonctionne pourtant sans problème. Des dirigeants de plus en plus conservateurs réalisent une œuvre administrative remarquable. Ils résistent, en octobre 1799, à une invasion anglo-russe destinée à rétablir l'Ancien Régime. Mais l'arrivée au pouvoir de Bonaparte contraint, deux ans plus tard, la République batave à une révision constitutionnelle dans un sens fédéraliste. Asservie à l'occupant, elle va peu à peu dépérir aux mains d'un patriciat urbain revenu en force. Schimmelpenninck devient Grand Pensionnaire en 1805 et Louis Bonaparte, frère de Napoléon, roi de Hollande l'année suivante. L'annexion au Grand Empire a lieu en 1810.

À partir de 1811 éclate une rébellion orangiste, appuyée par les campagnes puis par l'invasion alliée. Elle aboutit à une restauration à la fin de 1813. La révolution néerlandaise se voit ainsi condamnée à l'oubli alors que, héritière du soulèvement des patriotes, son œuvre a introduit, dans la vie politique, des changements irréversibles. Son idéologie morale, d'inspiration protestante, a combattu, au nom de la souveraineté populaire, un fédéralisme dépassé. Ses dirigeants ont surtout été victimes, à partir de 1795, de leur dépendance envers la France. Parvenus au pouvoir grâce à elle, ils ont été paralysés par le protectorat qu'elle leur a imposé. La République batave passa, à cause de lui, d'un enthousiasme initial à une désillusion progressive¹.

1. Simon Schama, *Patriots and Liberators. Revolution in the Netherlands (1780-1813)*, Londres, Collins, 1977. On consultera utilement, pour une bibliographie complémentaire, les deux numéros spéciaux des *Annales historiques de la Révolution française* de juillet-septembre 1989 et octobre-décembre 2001.

Les révolutions « passives » italiennes

Lorsque les États italiens, à partir de 1796, sont envahis par les armées de la Révolution française, celle-ci les a encore très peu influencés. Théâtre d'un important mouvement réformateur avant 1789, ils ont de plus en plus tendance à se méfier des idées nouvelles. Ce n'est pas le cas des rares partisans, patriotes ou « Jacobins », d'une Italie régénérée. Certains, de Turin à Naples, constituent un réseau de sociétés politiques favorables à ce programme. On les rencontre aussi dans une Ligurie occupée par la France et où son agent Buonarroti donne forme, dans l'ancienne principauté d'Oneglia, au rêve républicain.

L'invasion française va lui procurer l'opportunité attendue. L'occupation de Milan par Bonaparte, en mai 1796, développe l'enthousiasme des « amis de la liberté et de l'égalité ». Leurs aspirations démocratiques et unitaires heurtent parfois leurs « libérateurs » et leur projet politique peine à concrétiser une Italie débarrassée de ses divisions politiques : le « fédéralisme » y reste puissant. Après la République cisalpine de 1797, deux autres, instituées à Rome en 1798 et à Naples l'année suivante, sont également dues à l'intervention française.

Parmi ses partisans, il est difficile de distinguer modérés et radicaux. D'origine bourgeoise et intellectuelle, ils disposent d'une marge d'autonomie très faible à l'égard des occupants. La Constitution de la Cisalpine est dictée par Bonaparte et à Gênes, dans une République ligure créée sur le même modèle, la grande bourgeoisie éclairée monopolise le pouvoir. Les démocrates italiens n'ont jamais accédé à des postes de responsabilité dans le cadre d'institutions manipulées par les représentants de

Paris. Une certaine radicalisation, comme à Naples, n'intervient qu'à l'heure de la débâcle.

Celle-ci, produite par le reflux des armées françaises, s'accompagne d'une révolte populaire contre leurs exactions. Encadrés par l'Église catholique, les paysans toscans ou méridionaux déclenchent contre les « Jacobins » une jacquerie antirépublicaine souvent précédée d'émeutes urbaines. Accusés de s'en prendre à la religion traditionnelle, les occupants et leurs amis italiens sont assaillis par un peuple anti-révolutionnaire.

Il est difficile d'apercevoir, dans un semblable échec, les prodromes de l'unité future. Vincenzo Cuoco, compagnon de route des fondateurs malheureux de la République napolitaine, estima en 1800 que, présidant à une entreprise d'inspiration étrangère, ils ont péri parce qu'ils ne disposaient pas d'un soutien populaire. Le succès de l'insurrection de 1799 dans toute la péninsule semble le confirmer.

À la différence des Provinces-Unies, la préparation nationale de l'action révolutionnaire fut, en Italie, beaucoup trop faible. Sa base sociale, limitée à une partie de la bourgeoisie intellectuelle ou de la noblesse libérale, demeure étroite. Si elle fournit des cadres aux régimes créés par les généraux français, ceux-ci veulent moins libérer l'Italie que la dominer. Les réformes qu'ils favorisent sont au service de cette stratégie et laissent de côté l'immense majorité de la population.

Cela explique sa participation, dès 1796, à des soulèvements contre les Français et leurs alliés. Cette effervescence ne fait que s'amplifier, trois ans plus tard, dans un contexte international favorable. D'inspiration alors plus nettement religieuse, ce mouvement l'emporte sans peine sur des créations artificiel-

les. Les patriotes italiens avaient sans doute réalisé, en très peu de temps, une œuvre importante de réorganisation politique et sociale. Mais leurs compatriotes les associent inévitablement aux réquisitions et spoliations de l'occupant. Victimes du catholicisme populaire, ces démocrates ne comprennent pas que leur échec provient d'une absence d'appui parmi les masses paysannes.

Paris a créé leurs Républiques pour réaliser une « magnifique opération financière », symbolisée par l'exploitation fiscale et économique des Italiens. Ceux-ci réagissent en résistant à un occupant méprisant et antichrétien qui ne peut compter que sur des radicaux étrangers à leur peuple et souvent déçus par leurs « libérateurs ». L'essor du banditisme rural dans la péninsule est une autre réponse des opprimés à l'invasion révolutionnaire. Face à ces pillages, les améliorations qu'elle apporte paraissent dérisoires, surtout si l'on songe au démantèlement des institutions traditionnelles d'assistance qu'elle a provoqué.

Le mépris culturel des occupants envers des Italiens indignes d'être libres développe une francophobie grandissante qui se trouve aussi à l'origine de l'antirévolution populaire de 1799. L'année suivante, Cuoco expliqua ce mouvement de réaction populaire par les insuffisances de dirigeants au caractère peu national et étrangers aux intérêts du plus grand nombre. On les vit, au Piémont, finir par réclamer l'annexion à la Grande Nation.

La France revient en Italie, à partir de 1800, et y établit une domination sans partage, débarrassée des illusions démocratiques qui ont marqué la période précédente. Influencée par le nouveau modèle français, l'Italie napoléonienne est aux mains de la même élite qui a fourni leurs cadres aux Républi-

ques sœurs. Elle limite son entreprise à des réformes administratives qui, en dehors de toute perspective unitaire, modernisent la vie publique. Tout en en profitant, les Italiens persistent dans leurs sentiments francophobes¹.

La République helvétique

La France révolutionnaire, maîtresse de l'Italie du Nord, à la fin de 1797, souhaite contrôler la Confédération suisse pour des raisons stratégiques. Celle-ci abrite beaucoup de mécontents qui se sont souvent soulevés avant 1789 comme ce fut le cas à Genève, république alliée, en 1782.

Ce mouvement de contestation se réactive avec la Révolution française. Les Vaudois, à l'appel de La Harpe, réclament l'égalité des droits qui leur est refusée par Berne. Des phénomènes semblables apparaissent en 1795 dans les cantons de Zurich et de Saint-Gall. Les dirigeants français, prenant prétexte de ces troubles et soutenus par La Harpe et Pierre Ochs, Bâlois installé comme lui à Paris, montent, au début de 1798, une intervention militaire destinée à promouvoir une révolution helvétique.

Celle-ci l'emporte sans peine à Bâle et dans le pays de Vaud. Devant l'effondrement de l'aristocratie au sein de la Confédération, le principe d'une République unitaire est adopté. Des députés des cantons et des anciens pays sujets mettent en place ce régime appuyé par l'occupant. Après celle des Bernois, la résistance des petits cantons catholiques

1. Josiane Bourguet-Rouveyre, in S. Bianchi et P. Bourdin, *op. cit.*, p. 347-369 ; Vincenzo Cuoco, *Essai historique sur la Révolution de Naples*, Paris, Les Belles Lettres, 2004 ; Gilles Pécout, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922)*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 26-180.

du Centre est brisée en mai au lendemain de l'annexion de Genève à la France.

Imposée par la violence, la République helvétique peine à organiser un pays divisé, appauvri et exploité. Si elle parvient à libéraliser ses structures et à supprimer le régime seigneurial, elle souffre de l'arbitraire de son fonctionnement, de l'importance des oppositions internes et de la guerre qui reprend sur son territoire à partir de la fin de l'année entre Français et Autrichiens. Ceux-ci, soutenus par les Russes, établissent un gouvernement provisoire dans l'est du pays, en juin 1799.

Cette restauration oligarchique disparaît devant les victoires françaises de la fin de l'année. Mais la République se divise entre modérés et radicaux qui, derrière La Harpe, s'accrochent à un régime unitaire. Après Ochs, c'est au tour du Vaudois d'être éliminé au début de 1800. Les mesures d'exception qu'il a préconisées sont annulées et une nouvelle Constitution promulguée en août.

Celle-ci n'apaise pas l'affrontement entre fédéralistes et centralisateurs qui retrouvent le pouvoir en octobre 1801, pour mieux le perdre lors d'un nouveau coup d'État qui survient en avril 1802. Le compromis institutionnel réalisé alors n'obtient pas l'adhésion du pays et s'effondre, en septembre, devant un soulèvement général qui entraîne la fuite des dirigeants unitaires.

La France, qui s'était retirée en août, intervient à nouveau et convoque chez elle une réunion chargée de redéfinir le système politique suisse. Bonaparte donne à ces travaux une orientation favorable à un régime fédéral, instauré par l'Acte de médiation de février 1803. Il met fin à l'anarchie mais place les 19 nouveaux cantons à l'ombre de la France.

Malgré l'importance de son œuvre intérieure, la République helvétique a longtemps laissé un mauvais souvenir, lié aux violences qui l'ont marquée et à son impuissance à s'enraciner durablement. La réhabilitation dont elle est aujourd'hui l'objet ne peut faire oublier les limites d'une révolution qui, comme en Italie, dut souvent combattre son propre peuple.

Cette République est moins née de l'action autonome des patriotes suisses que des manœuvres stratégiques du gouvernement français. L'invasion étrangère se heurta souvent à une résistance réprimée de façon sanglante. Le coût des transformations sociales s'ajouta aux désastres dus aux combats et à l'occupation. Les oppositions se généralisèrent dès la fin de 1799 et leur apaisement vint surtout de l'intervention de Paris qui avait intérêt au maintien de l'entité helvétique.

On ne doit pas minimiser l'écho, dans l'opinion suisse, des violences exercées par la France révolutionnaire depuis 1798. Il est vrai que son départ ne mit pas fin au chaos. Après l'avoir déclenché, Paris s'interposa à nouveau pour le neutraliser par l'Acte de médiation qui lui garantit la soumission du pays tout en le pacifiant. Le retour au pouvoir de l'oligarchie helvétique s'accompagna de nouvelles dispositions institutionnelles propres à la conciliation.

Auparavant, le nouvel ordre politique avait été imposé par la force. Lorsqu'il est ébranlé, en 1799, La Harpe proposera d'écraser l'agitation par tous les moyens comme ce fut le cas l'année précédente. Un tel régime, étroitement associé à la pression de l'occupant, suscita de nombreuses désillusions qui s'aggravèrent avec le temps et expliquent le succès grandissant des thèses fédéralistes.

La Harpe, après avoir été partisan de l'intégration de la Suisse à la République française, songea à rattacher le putsch de 1798 aux plus nobles traditions civiques de l'Helvétie. L'État qu'il fonda disparut sous le poids de ses déchirements, de son instabilité et des désordres qu'elle entraînait. Une population poussée à bout par ses souffrances abandonna des dirigeants incapables de surmonter leurs divisions. La révolution qui obtint de pareils résultats mérite sans doute le long discrédit dont elle fut l'objet par la suite¹.

Les origines révolutionnaires de la dynastie des Bernadotte en Suède

Les années 1809-1810 voient de profonds bouleversements au sommet de l'État suédois. Le 29 mars 1809, Gustave IV, qui a succédé très jeune en 1792 à son père Gustave III, despote éclairé et contre-révolutionnaire décidé, assassiné par les membres d'un complot aristocratique, doit abdiquer. Il vient en 1807 de se lancer dans une guerre contre la Russie, nouvel allié de Napoléon. L'armée suédoise s'y comporte bien mais une révolte militaire contraint au départ Gustave IV, qui mourra à Saint-Gall en 1837.

Il est remplacé, à sa demande, par son oncle qui a exercé la régence après 1792 et qui prend le nom de Charles XIII. Il négocie aussitôt la paix et cède la Finlande à l'Empire russe en septembre. Il traite également avec la France en janvier 1810 et adhère au blocus continental malgré son incapacité à l'ap-

1. Irène Herrmann, *Les Cicatrices du passé. Essai sur la gestion des conflits en Suisse (1798-1918)*, Berne, Peter Lang, 2006, p. 27-36, 85-95, 218-228 ; Jean-René Suratteau, in Albert Soboul (dir.), *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, PUF, 1989, p. 539-546.

pliquer devant la maîtrise anglaise en Baltique. Fort humble devant Napoléon, qui menace de lui enlever la Poméranie, il affronte bientôt une grave crise de succession. Son héritier déclaré, beau-frère du roi de Danemark, meurt en effet le 28 mai. On accuse les adversaires de la révolution de 1809 de l'avoir empoisonné et, lors de ses funérailles, une émeute éclate à Stockholm, au cours de laquelle Fersen, l'ancien favori de Marie-Antoinette, est massacré.

Le gouvernement suédois souhaite remplacer l'héritier défunt par son frère, mais l'indécision de Napoléon à l'approuver permet le développement d'une intrigue stupéfiante. Le parti pro-français de Stockholm préfère un parent ou un lieutenant de l'Empereur pour se protéger de la Russie. À la fin de juin, son émissaire vient pressentir le maréchal Bernadotte, souvent présent en Allemagne du Nord depuis des années, très lié avec les milieux capitalistes de Hambourg et qui a su se créer un solide réseau d'amitiés en Suède. L'ambassadeur suédois à Paris soutient sa candidature, devant laquelle Napoléon hésite.

Sa tentation est grande de s'assurer l'alliance suédoise dans le cas d'un conflit avec la Russie. Mais l'Empereur sait que Bernadotte est peu sûr. Toutes leurs relations antérieures le confirment. Ce fils d'un procureur palois, engagé à dix-sept ans dans l'armée à la mort de son père en 1780, a fait, comme tant d'autres, une brillante carrière sous la Révolution. Général en 1794, il rencontre Bonaparte en Italie trois ans plus tard. Une méfiance mutuelle les sépare vite. Ambassadeur à Vienne en 1798 puis ministre de la Guerre un an plus tard, Bernadotte affiche volontiers des convictions « jacobines ». Démis de ses fonctions en octobre 1799, il tente vainement, le 9 novembre (18 brumaire), d'être le sau-

DU MÊME AUTEUR

L'AMOUR EN OCCIDENT À L'ÉPOQUE MODERNE,
Albin Michel, 1976 et Bruxelles, Complexe, 1984

LES MYTHES CHRÉTIENS DE LA RENAISSANCE
AUX LUMIÈRES, *Albin Michel, 1979*

LA RÉVOLUTION EN QUESTIONS, *Seuil, « Points
Histoire » n° 98, 1988*

DICTIONNAIRE DES BIOGRAPHIES, vol. 3 La France
moderne (1483-1815), *en coll. avec Jean-Maurice Bizière,
Armand Colin, 1993*

LES ORIGINES INTELLECTUELLES DE LA RÉVOCA-
TION DE L'ÉDIT DE NANTES, *Publications de l'université
de Saint-Étienne, 1997*

ÊTRE FEMME EN 1500. LA VIE QUOTIDIENNE
DANS LE DIOCÈSE DE TROYES, *Perrin, 2000*

LES RÉVOLUTIONS DE LA FIN DU XVIII^E SIÈCLE
AUX AMÉRIQUES ET EN EUROPE, *Seuil, « Points
Histoire » n° 343, 2005*

Jacques Solé
**Révolutions
et révolutionnaires
en Europe**
1789-1918



folio histoire
IN ÉDITION

Révolutions et révolutionnaires en Europe, 1789-1918 Jacques Solé

Cette édition électronique du livre
Révolutions et révolutionnaires en Europe, 1789-1918 de Jacques Solé
a été réalisée le 27 janvier 2014
par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782070340811 - Numéro d'édition : 145244).

Code Sodis : N55371 - ISBN : 9782072488627

Numéro d'édition : 251660.